

41

IRL mensuel d'expressions libertaires

Minguettes
Insoumis contre PS
L'ennemi intérieur

41

IRL mensuel d'expressions libertaires

Minguettes
Insoumis contre PS
L'ennemi intérieur

ANTIMILITARISME A MARSEILLE

Le CIRA MARSEILLE organise dans ses locaux, 5 rue des Convalescents 13001 Marseille une exposition sur l'Antimilitarisme qui se déroulera du **lundi 2 au samedi 14 novembre prochain**.

Des débats, tables rondes, etc... sont prévus. Pour tous renseignements complémentaires écrire au CIRA MARSEILLE BP 40 13382 MARSEILLE Cédex 13.

ANTIMILITARISME A PARIS

Les CIA (Comités Insoumis-Amnistiés) organisent un concert de Rock à la Mutualité. Sapho, Pieds-Joints, Banlieu-Est et Pierre Chérèze sont au programme le **mardi 10 novembre à 20 h**. Vous pouvez retirer vos billets (35 F) dans toutes les librairies « parallèles ».

ON RECHERCHE CNT FRANÇAISE

La CNT a l'intention de rédiger son histoire, de sa création à nos jours. Ils manquent de témoignages et de documentation leur permettant de réaliser convenablement ce projet. Ils demandent donc à tous les camarades qui possèderaient des informations sur la section française de l'AIT de bien vouloir les leur transmettre ou leur permettre de les consulter, leur aide leur sera précieuse. Il suffit d'écrire à : **CNT 2ème UR, 39 rue de la Tour d'Auvergne 75009 PARIS**.

LES PRISONNIERS RETROUVENT« PRISONS »

Le Comité d'Action des Prisonniers vient d'être recréé. Ils sort un journal « PRISONS » auquel on peut s'abonner : 30 F pour 6 numéros, 60 F pour 12 (de soutien, respectivement 50 et 100 F). Les détenu(e)s peuvent les avoir à 15 F et 30 F. Il suffit d'envoyer un chèque libellé à l'ordre de Yves Bellec (mentionner : « abonnement à Prisons ») à l'adresse suivante : **PRISONS/CAP 8 rue de la Porte de BUC, 78000 VERSAILLES**.

L'ANARCHISME AUX USA

Les Éditions « LA PENSÉE SAUVAGE » éditent un livre de Ronald Creagh « Histoire de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique ». Il traite des origines du mouvement anar, de 1826 à 1886. Format 13,5 x 21,5 - 352 pages, broché/cousu (ça c'est du solide !) au prix moyen de 92 F. Nous signalons qu'en souscription il ne coûte que 60 F. Tous renseignements à **LA PENSÉE SAUVAGE, BP 41 38002 GRENOBLE Cédex**.

ÉDITIONS NOIR & ROUGE

Les Éditions NOIR & ROUGE publient, sous forme de brochures, des textes de référence de l'anarchisme militant ; des dossiers, comme éléments de réflexion sur les problèmes contemporains ; des repères historiques, comme argumentation pour la lutte, ici et maintenant. Signalons par exemple :

- « Spontanéité et Organisation » de Murray Bookchin (36 p - 5 F)
- « De l'organisation anarchiste » de Maurice Fayolle (40 p - 6 F)
- « Avortement, contraception...santé » (36 p - 10 F).

A paraître prochainement :

- « La technobureaucratie en France » de Michel D. Perraudeau.
- « Anarchistes et communistes dans les conseils turinois » de Pier Carlo Masini.
- « Anarchisme et syndicalisme » du jeune Errico Malatesta.

Les Éditions NOIR & ROUGE diffusent également REVUE ANARCHISTE ; sont encore disponibles les numéros 2/3, 4 et 5.

Les versements sont à l'ordre de JC CANONNE, et il suffit d'écrire à **NOIR & ROUGE, 51 rue de Lappe 75011 PARIS**.

FETE AU PLANNING

Le Mouvement Français pour le Planning Familial organise, pour l'anniversaire de ses 25 ans, une fête qui aura lieu de **13 novembre au Bataclan, 50 bd Voltaire 75011 PARIS, à 20 h 30**. Le MFPF annonce aussi la sortie d'un livre « D'une révolte à une lutte - 25 ans d'histoire du Planning Familial ». Écrire à MFPF, 94 bd Masséna, 9, Villa d'Este 75648 PARIS Cédex 13.

OCCUPATION D'IMMEUBLESA GENEVE

Ça squatte dur, à Genève, 5 quartiers comportent à présent des immeubles occupés : les Grottes, les Eaux-Vives, la Jonction, la Servette et Saint-Gervais, où les « méchants » squatters occupent le n° 2 de la rue Argand. Tout ça, parce que les « bons » promoteurs veulent démolir ou rénover. Alors, si vous passez par Genève, allez leur rendre visite, ils sont bien gentils !

OBJECTIONS, AVEC UN S

Une nouvelle série pour OBJECTIONS, quinzomadaire anti-militariste qui entame sa 7ème année de parution, avec des dossiers, des débats, des infos, axé non plus spécialement sur la lutte des objecteurs, mais sur tout ce qui a trait à la militarisation de la société. Un bon journal qui servira de contrepoids à

l'avalanche de conneries que vous propose le PS au Pouvoir. Une adresse : **OBJECTIONS BP 70 69202 LYON Cédex 01**.

IZTOK ET TOC

Une bonne revue libertaire sur les pays de l'Est, qui va être obligée de changer de format parce qu'elle a des problèmes financiers. En attendant, le n° 4 est sorti et il serait bon de courir l'acheter. Au sommaire :

- un article-note de lecture sur l'histoire du mouvement anarchiste bulgare ;
- deux textes sur les éditions et publications concernant l'anarchisme en Yougoslavie, dont un écrit par des camarades yougoslaves ;
- un dossier sur l'anarchisme en Chine de 1949 à aujourd'hui ;
- un article sur la liquidation du mouvement anarchiste hongrois de 1944 à 1948 ;
- un texte du bulgare Gueorgui Markov, le dissident assassiné par un parapluie truqué.

Il vous suffit d'écrire à **IZTOK, 26 rue Piat, 75020 PARIS**

IZTOK ET AUTOGESTIONSAUTOGESTIONS N° 6 :

Les habits neufs du Président Tito (30 F)
Les camarades d'IZTOK nous signalent qu'ils ont collaboré au dossier sur la Yougoslavie que publie la revue « AUTOGESTIONS » ; il s'agit principalement de critiques que des Yougoslaves font en Yougoslavie, à partir d'une vision autogestionnaire.

Pour commander cette revue, écrire aux **Éditions PRIVAT, 14 rue des Arts, 31000 TOULOUSE**.

AH ! AGORA

Le numéro d'octobre-novembre de la revue AGORA vient de paraître, avec au sommaire un dossier sur l'antimilitarisme, des articles sur l'Interim, la Yougoslavie (encore !), le Sénégal, la censure, l'Espagne, la Belgique, Murray Bookchin, Emma la rouge, etc... En vente dans toutes les bonnes librairies, 10 F, ou alors à **AGORA, BP 1213 31037 TOULOUSE Cédex**.

ÉLISÉE RECLUS S'ABONNEA HÉRODOTE

HÉRODOTE vient de consacrer son numéro 22 à Élisée Reclus, géographe libertaire. Au sommaire, une biographie de Béatrice Giblin, « Géographicités et géopolitique » d'Yves Lacoste, « Élisée Reclus et les colonisations », « Élisée Reclus au Panthéon des libertaires », « Reclus avant l'heure », et un article très intéressant de notre collaborateur et ami Martin Zemliak : « Reclus, les anarchistes et les marxistes ». En vente dans toutes les bonnes librairies, **HERODOTE est édité chez François Maspéro (prix : 35 F)**.

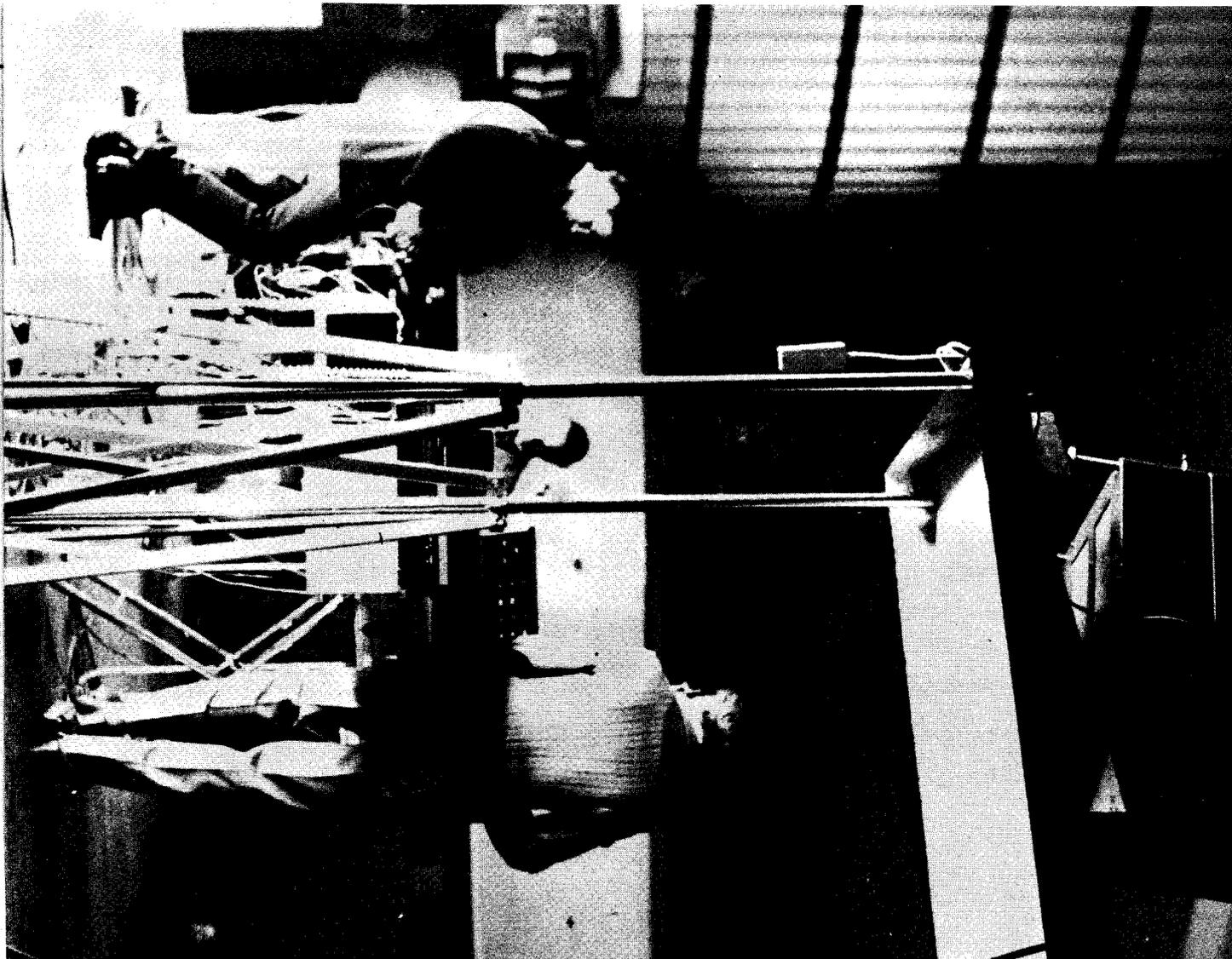


Le numéro 41 d'IRL vous parvient avec deux mois de retard. Nous aurions voulu nous expliquer là-dessus, mais c'est bien compliqué ; alors disons simplement que les causes en sont complexes et que nous avons traversé une période d'hésitations politiques et rédactionnelles. Il nous semblait indispensable de continuer à paraître (et même plus souvent), à la fois parce nous avons des choses à dire et des réflexions à mener, urgentes dans le contexte politique actuel, et aussi parce que nous en avons envie. Dans nos hésitations, le problème financier rentrait aussi pour une bonne part. Notre appel à la suscription, lancé dans le numéro précédent, n'a reçu qu'un faible écho.

L'assemblée générale du 3 octobre a permis de mettre un peu les choses au point. Dans l'immédiat, nous avons décidé de paraître mensuellement avec un projet encore un peu flou, mais que nous comptons bien, avec l'aide de tous, affiner peu à peu : des articles plus fouillés, que nous voudrions plus l'écho de réflexions collectives, des « collaborateurs » extérieurs à l'équipe d'IRL, mais fixes, des rubriques revenant à chaque numéro, diverses et intéressantes, etc...

Il n'est pas utile de signaler qu'à l'issue de cette assemblée générale, nous avons recueilli 11.000 Francs ; il ne vous reste donc plus que 39.000 Francs (presque 4 millions de centimes !) à nous envoyer pour nous permettre de tourner sans trop de soucis.

La rédaction d'IRL



NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....CODE POSTAL..... VILLE.....

Abonnement 10 numéros (1 an) :.....70 Francs

Abonnement 5 exemplaires pendant 10 numéros :300 Francs

- souscrit pour la somme de Francs
- s'abonne pour la somme de Francs

Chèques à libeller à l'ordre d'IRL CCP 4 150 95 N Lyo
IRL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

QU'EST-CE QUI SE DÉVALUE PLUS VITE QUE LE FRANC ? LE PROGRAMME SOCIALISTE

On a gagné qu'ils criaient en brandissant leurs drapeaux, leurs fleurs et leurs poings, place de la Bastille...

Oui, ils avaient gagné, ces braves supporters de la gauche rose bonbon, après la seconde mi-temps du match national septennat-Giscard.

Et moi, je les regardais passer, la tête pleine de pensées confuse. Joie incrédule. Exaltation fébrile... Joie à l'idée que Giscard avait pris la pile. Qu'on ne verrait plus sa tronche à la télé d'un moment. Joie devant cette foule qui se parlait et s'embrassait, dans un grand élan fraternel. Mais joie — surtout — avec la libération soudaine du frangin prisonnier pour longtemps des geôles françaises. Des coups à (presque) vous faire voter, ça, Monsieur. Des coups à se dire que si des fois il ne manquait que quelques voix — une voix ? — aux socialistes, ça serait trop con...

Angoisse de la dernière heure, avant les résultats du dimanche soir. Et, d'un coup, les muscles tout mous, l'air vaguement hébété, comme au réveil d'un cauchemar, la super-fatigue.

Lundi matin, boulot. Pot à 10 heures. Pot à 12 heures. Pot à 15 heures. Les Français picolent « pour fêter ça ». Et puis après ? Les Français attendent et Mitterrand-la-France s'installe dans un confortable état de grâce. Une ère nouvelle commence. La télé découvre la une de « Libé ». S. Livrozet et Y. Audouard passent à la radio. On interviewe Action Directe.

Les journalistes valsent sur le grand air à la mode : « solidarité ». Les ministres courent après leurs fauteuils, trépignent devant les armoires vides et occupent le temps à se contredire.

Et le Français ? Les Français attendent les vacances. Autoroutes et essence n'augmenteront... pas avant leur départ, promet le gouvernement. Alors, pourquoi s'inquiéter ?

Les communistes, laminés par les élections et coincés dans leurs portefeuilles, mettent une sourdine aux revendications sociales. La droite rumine sa défaite et cherche à se refaire une santé.

Bien orchestrés, les médias éduquent les masses. Ainsi, ils leur expliquent que, si elles sont en majorité pour la peine de mort, c'est qu'elles ont été trompées par le précédent gouvernement sur « la portée dissuasive de cette sanction ». En vertu de quoi, la peine de mort est (heureusement) abolie. Mesure peu coûteuse

mais spectaculaire et qui permet d'animer des débats passionnés — à défaut de passionnants — entre les Français.

Pendant ce temps, oubliés les promesses préélectorales — astucieusement présentées dans un flou artistique des plus réussis —, les socialistes gouvernent selon leur bon plaisir.

Et leurs alliés d'hier — ceux qui ont voté Mitterrand plutôt que Giscard sur les questions du nucléaire ou du service militaire par exemple —, ceux-là ne tardent pas à comprendre qu'ils se sont fait sacrément avoir.

Car le langage socialiste vaut largement celui pratiqué par la diplomatie vaticane. Des déclarations vibrantes de bons sentiments, formulées en des termes tout à la fois généraux et vagues, laissent croire à la possibilité d'un changement avec « la gauche ». Le réveil postélectoral s'avère difficile. Non, « amnistie généreuse » ne signifie pas amnistie générale. Non, « grand débat démocratique » sur le nucléaire ne recouvre rien d'autre qu'une séance de baratin supplémentaire entre « élus de la nation ». Et les antimilitaristes, les anti-nucléaires de crier à la trahison.

Mais pourquoi Mitterrand se préoccuperait-il des minorités qui l'ont élu à présent qu'il dispose d'une large majorité ? La défense nationale est une affaire trop importante pour qu'il sacrifie à la volonté de petits groupes ignorés du grand public.

Face à une droite dure, le PS jouait la note « cool » par rapport aux appelés. A présent, finie la rigolade : Hernu réconcilie armée et nation ; interdit les journaux « subversifs » dans les casernes, comme au plus beau temps du giscardisme (« Libé » récupéré excepté) ; refuse de réduire la durée de la conscription ; envisage d'y faire participer les femmes, histoire de diminuer le chômage ; « moralise » les ventes d'armes, boycottant les pays ouvertement — donc bêtement — racistes comme l'Afrique du Sud... J'en passe et des meilleures.

Parce que, attention, hein, les socialistes sont « réalistes » : ils ne refusent pas le nucléaire, seulement le tout-nucléaire... Voilà une nuance que ces naïfs d'écolos n'avaient pas saisie.

A l'Assemblée, la discussion ne porte pas sur l'utilité des surrégénérateurs, mais sur leur nombre exact : y en aura-t-il 6 ou 9 ? Question à 1 000 F.

En attendant, pour calmer les esprits échauffés en ayant l'air de faire quelque chose, on gèle Plogoff. Et les « perles » radiophoniques se succèdent : refuser le

nucléaire, c'est pénaliser les classes sociales « qui ne bénéficient pas encore de la machine à laver la vaisselle ». C'est ne pas vouloir le bonheur des plus défavorisés et se comporter comme un moins-que-rien-de-petit-bourgeois-de-droite... Oui, mon pote !

Quant à l'amnistie, cette belle et grande chose qui faisait vibrer les cœurs, elle ne concerne pas vraiment les objecteurs, insousmis, etc. En effet, refuser le service « militaire » — synonyme de « populaire », devoir de tous les citoyens — ne saurait être considéré comme une démarche politique. Un comportement aussi anormal, aussi asocial, aussi totalement irresponsable relève plutôt de la psychiatrie.

Alors, pour cette fois, le gouvernement veut bien passer l'éponge, repartir à zéro en oubliant les condamnations antérieures... Mais qu'il ne les y reprenne plus, ces idéalistes pacifistes, anarchistes ou autres, à déchirer leur feuille de route quand ils la recevront ! Supprimer l'armée... grands dieux ! vous n'y pensez pas : quel vide d'un coup !

De même, gare aux poseurs de bombes qui n'auraient pas compris la leçon, s'ils retombent un jour entre les pattes de la justice « populaire » : ils en prendront plein la gueule. Victimes de la répression giscardienne, ils suscitaient la compassion. En lutte contre l'État socialiste, ils seront isolés, incompris...

Avant le 10 mai, un nationaliste corse disait à ses compatriotes-voisins de palier, rue de la Santé : « Si nous voulons être logiques avec nous-mêmes et aller jusqu'au bout de notre combat, nous devons faire en sorte que Giscard passe, parce qu'avec Mitterrand, ce sera beaucoup plus dur pour nous. « Macchiavélique raisonnement, certes, mais autonomistes et indépendants de tous poils sortent bien affaiblis des élections. La dynamique attentat-répression enrayée, remuer les foules devient plus difficile, surtout lorsque le gouvernement propose une réforme régionale de la France et un statut spécial pour la Corse.

Au bout du compte et sans grande surprise : vie chère, nationalisation de l'air, réduction discrète du temps de travail, immigrés encombrants refoelés, affaire d'Auriol suite et fin... les socialistes gouvernent à droite, avec le PC et en passant par le centre.

Comme dirait Consort, « ils ont gagné, et nous on a Hernu ! »

BONNET BLANC ET ROUGE BONNET

La loi « Bonnet » entrée en vigueur (c'est le moins qu'on puisse dire) le 11 Janvier 1980, actualisait la loi sur l'immigration de 1945, régularisait et légalisait certaines pratiques d'expulsion, comme le centre de tri d'Arenc, hongar du port de Marseille. Petit à petit, le délit de teint basané devenait le lot quotidien d'une partie de la population et entraînait dans nos mœurs. Les expulsions devenaient monnaie courante, provoquant des drames dans les familles et chez les expulsés qui se retrouvaient, soudainement, dans un pays qu'ils ne connaissaient pas; deuxième déracinement, souvent meurtrier. Les retours clandestins en France, provoquaient de nouveaux débits et de nouvelles incarcérations avant l'expulsion.

Le 19 Novembre 1980, la police lyonnaise organisait une raffle dans le quartier immigrés de la Guillotière. Une grève de la faim de trois personnes, entreprise à Lyon, ayant un écho national, avant les élections présidentielles de mai '81, permet d'obtenir l'arrêt momentané des expulsions. A cette occasion, François MITTERAND adresse le 17 Avril 81 le télégramme suivant aux grévistes de la faim:

« C'est une atteinte aux Droits de l'Homme que de séparer de leurs familles et d'expulser vers un pays dont, bien souvent, ils ne parlent même pas la langue, des jeunes gens nés en France ou qui y ont passé une partie de leur jeunesse. Ces pratiques sont inacceptables. Si je suis élu président de la République, je demanderai au gouvernement d'y mettre immédiatement fin et de présenter les dispositions législatives nécessaires pour qu'enul désormais ne puisse y avoir recours ».

Il est en train de tenir parole, mais dans une ambiance de marchandage qui ternit sa prise de position pré-électorale.

Un projet de loi déposé par le gouvernement fait la navette entre la Chambre des Députés et le Sénat. Les députés du groupe socialiste ont voté pour cette première mouture après qu'un vent de révolte ait secoué quelques uns d'entre-eux qui trouvaient le projet gouvernemental timoré et insatisfaisant par rapport aux promesses électorales comme d'une réelle politique de l'immigration qui se contenterait pas de prévoir et gérer du bétail humain en fonction de la conjoncture économique. Comme pour le débat sur le programme nucléaire, la discipline interne du parti assortie de menaces d'exclusion du groupe socialiste en cas de mauvais vote, fait passer le projet. La nouvelle majorité se transforme doucement en chambre d'enregistrement, ressemblant en cela, de plus en plus, à l'ancienne.

Ce qui différencie principalement le projet de la loi du gouvernement socialiste de la loi Bonnet se limite à l'étendue des étrangers qui ne pourront plus être expulsés:

- étranger mineur de 18 ans
- l'étranger qui réside en France depuis l'âge de dix ans ou plus de quinze ans
- l'étranger marié au moins depuis six mois et dont le conjoint est de nationalité française ou qui est père ou mère d'un ou plusieurs enfants français lorsque l'un au moins réside en France et qui subvient normalement aux besoins de sa famille
- l'étranger titulaire d'une rente accident du travail servie par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanente ou partielle est supérieur ou égal à 20 %
- l'étranger qui n'a pas fait l'objet d'une condamnation devenue définitive au moins égale à un an sans sursis. (Une condamnation passée implique-t-elle automatiquement une menace pour l'avenir?)

Par contre, les autres articles du projet de loi reprennent le fond si ce n'est pas la forme de la loi Bonnet.

Gaston Defferre a obtenu à l'arraché, le droit de pouvoir expulser. Il n'a eu qu'à menacer de retirer le projet de la loi si les députés ne lui donnaient pas satisfaction et de laisser ainsi la loi Bonnet poursuivre ses ravages: « L'expulsion peut être prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur si la présence sur le territoire français d'un étranger constitue une menace grave pour l'ordre public; plus loin, il est fait mention « d'urgence absolue », de « nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique », pour justifier d'une procédure exceptionnelle d'expulsion. (Klaus Croissant et bien d'autres n'ont pas été expulsés pour d'autres raisons; la raison d'Etat.)

L'article 1 impose, comme avant, à tout étranger des pièces justificatives pour entrer en France: l'objet et les conditions de son séjour et la garantie de son rapatriement. Quant à l'article 2, il maintient la correctionnalisation pour les infractions aux règles de séjour (article du 2 Novembre 1945), avec des peines s'étageant entre 6 mois et 3 ans.

L'étranger concerné par cet ensemble de lois, n'est pas le citoyen d'une Europe plus ou moins unifiée, aux règles particulières pour la circulation des ressortissants du Marché Commun; mais celui qui vient d'outre-méditerranée. Il s'agit toujours de ralentir, limiter voire stopper l'immigration d'Afrique. Des accords sont passés entre les pays concernés, les plus pauvres voyant d'un mauvais œil cette limitation de l'exil. Cela fait croître le nombre des chômeurs et cesse l'envoi des devises pour subvenir aux besoins de la famille.

Quant aux expulsions, le problème de leurs légalité demeure toujours en suspens. « La décision d'expulser un étranger du territoire national est-elle une mesure individuelle de police et d'ordre public qui relève de la compétence discrétionnaire du gouvernement, l'opportunité de ses motifs échappent alors au contrôle de l'ordre judiciaire, ou le juge répressif doit-il contrôler si l'administration ne s'est pas trompée, les arrêts ministériels d'expulsion risquant d'être entachés d'erreur de droit mais aussi d'erreur manifeste d'appréciation des faits. »





LES MINGUETTES CE N'EST PAS MANCHESTER mais c'en est peut-être la banlieue...

C'était un étrange début d'été ; les soirées lourdes et orageuses alternaient avec de sombres journées de déluge. Bref, les vacances n'arrivaient pas vite.

Cependant, les gens bien informés prétendaient qu'un vent nouveau soufflait sur le pays, depuis un certain soir de mai. C'est vrai qu'il y avait parfois dans l'air quelque chose qui ressemblait à une furtive allégresse. Mais les rondes de flics étaient toujours aussi nombreuses, les bavures aussi fréquentes. On avait changé quelques têtes, mais non les fonctions, et beaucoup de tenants du nouveau pouvoir parlaient de renforcer la police. Les patrons restaient en réserve, sachant que, quel qu'il soit, l'avenir ne pourrait que leur être favorable, dès lors que les nouveaux dirigeants faisaient des bassesses pour obtenir leurs faveurs, et que les anciens restaient prêts à servir, éventuellement secondés par des jeunes gens énergiques dont les regards louchaient vers le Chili. Ils n'ignoraient pas non plus que cette confiance aveugle que les gens affirmaient envers les nouveaux dirigeants ne pourrait que les servir, puisqu'elle faisait qu'en tout état de cause, les choses se traiteraient toujours entre spécialistes, au sommet.

Là-haut, aux Minguettes, tout cela ne parvenait qu'atténué. Dans les faits, rien n'avait changé ; les tours continuaient à se dégrader et à se vider. Une, puis deux, puis trois d'entre elles avaient été murées, et leurs habitants relogés un peu plus loin. Ceux qui y avaient grandi les avaient saccagées, en cassant les vitres, détraquant les ascenseurs et brûlant les boîtes aux lettres ; psychologues et sociologues avaient fourni de tout cela des explications pertinentes, qui ne faisaient d'ailleurs que recouvrir ce que chacun savait bien. Les habitants qui avaient « réussi » étaient en majorité partis ; il ne restait là que ceux qui avaient toujours échoué, immigrés ou non, et leurs enfants.

La municipalité (de gauche) était bien emmerdée. Au début, elle avait accueilli à bras ouverts cette ZUP dont elle avait espéré un apport non négligeable de voix. Elle n'avait pas tardé à déchanter ; un grand nombre d'habitants n'étaient pas électeurs et, pour la plupart les préoccupations immédiates de survie prenaient le pas sur les projets politiques. Pour être honnête, il faut d'ailleurs dire que la municipalité communiste avait fait « pour » ses administrés plus que la plupart des municipalités de droite, en particulier celle de Lyon.

Maintenant, les Minguettes, c'étaient 40 000 habitants, dont 17 000 moins de 25 ans, pour la plupart chômeurs, 10 000 logements dont 7 000 sociaux et 3 000 vacants. Lentement, mais inexorablement, les électeurs et contribuables fuyaient, laissant la cité aux immigrés et aux plus pauvres.

De surcroît, ces chômeurs étaient peu sensibles aux charmes du discours politique quel qu'il fut. Ils ne paraissaient pas souffrir particulièrement de leur statut ; il est vrai que le seul autre auquel ils pouvaient prétendre était celui de sous-prolétaire ; dans ces conditions, la recherche d'un travail apparaissait plus comme un alibi mythique que comme une démarche réelle.

Humiliés depuis l'enfance, on ne pouvait même pas dire qu'ils en soient révoltés ; ils se contentaient de dérisoires revanches sur d'autres pauvres : menaces, cambriolages, etc... Les riches avaient compris depuis longtemps que le meilleur moyen d'avoir la paix était de concentrer ensemble les pauvres et de les laisser ainsi s'entredévorer. Les autres pauvres, comme on le leur avait appris, faisaient appel aux flics. Ceux-ci surgissaient alors, comme Zorro, mais sans son pouvoir ; ils crachaient en direction des jeunes et déversaient quelques injures, de loin ou

à l'occasion de contrôles multiplesques, transis de haine et de peur ils rendaient le plus humiliant possible. Souvent, ils avaient bu et lorsqu'ils avaient dépassé la mesure, on pouvait parfois les rosser. Ce qui donna à cette routine triste et tolérée une dimension nationale, ce qui enflamma les esprits, ce fut lorsqu'ils s'attaquèrent aux voitures. La voiture, on le sait est le symbole le plus précieux, et malheureusement le plus fragile de notre société. On peut torturer ses enfants ou ses voisins (lorsque c'est fait avec un uniforme, c'est même plutôt bien vu), violer, s'entretuer, ou plus simplement humilier, ça passe. Mais si quelqu'un touche aux voitures, on sort le fusil. Il s'agissait généralement de grosses voitures. Grosses, mais vieilles, le plus souvent des épaves ou des voitures volées, quelquefois d'antiques occasions que leur propriétaire avait retapées avec un amour qu'il n'avait pu diriger ailleurs. On ne peut pourtant pas affirmer que les incendiaires avaient une franche conscience d'affronter ainsi l'ensemble du système capitaliste. Ils ne descendaient que peu en ville où ils auraient pu trouver de vraies voitures de riches. Les grosses voitures semblaient plutôt choisies à cause de la qualité des flammes qu'elles produisaient. Et puis le spectacle était agrémenté de la venue des pompiers et des flics, de l'impuissance de ceux-ci, qui, rageurs, prirent l'habitude de venir à plusieurs cars et de se saouler auparavant afin de se sentir plus à l'aise pour injurier et frapper. Des consignes étaient peut-être venues d'en haut, prescrivant la modération et la courtoisie ; mais ce n'était pas la première fois, et le flic de base en connaissait le caractère purement formel.

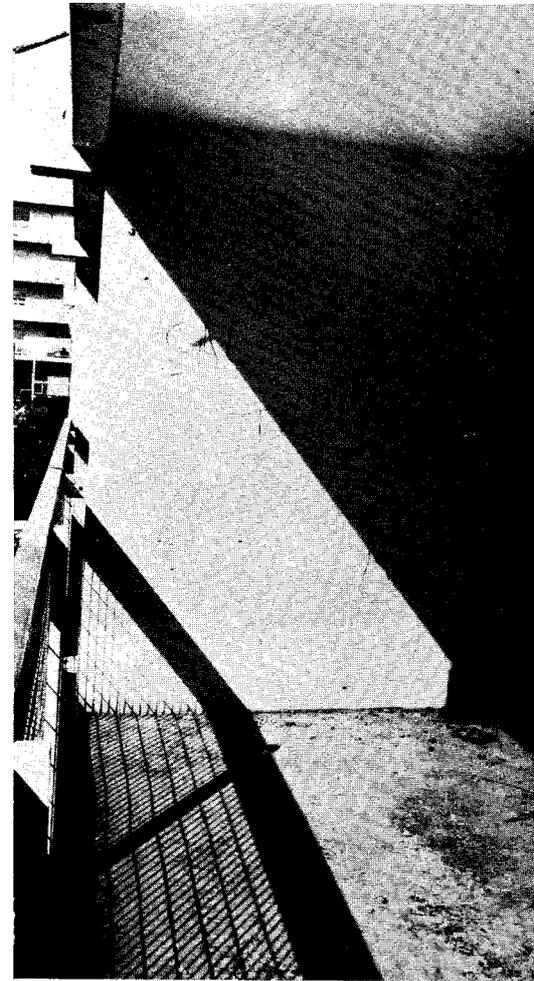
D'autres fois, c'était moins spectaculaire. Les jeunes faisaient simplement de la musique devant les immeubles (ils n'avaient nulle part ailleurs où aller et ne le désiraient d'ailleurs peut-être pas) ou jouaient aux cascadeurs avec leurs propres voitures, bien sûr elles aussi d'occasion. Les voisins mécontents, ceux qui devaient rejoindre la chaîne à cinq heures le lendemain matin, avaient peur d'eux. Ils ne leurs avaient jamais parlé. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'au point de tension où les choses en étaient arrivées, cela eût été efficace. Ils appelaient donc les flics ; ceux-ci débarquaient à deux, voire quatre cars (le 15 juillet). Du vrai cinéma. Armes au poing, ils assuraient l'ordre : « Dégagez d'ici... Il faut vous le dire en Arabe ? » beuglaient-ils aux gamins admiratifs devant les exploits de leurs grands frères et etmères qui essayaient de les protéger. Devant les jeunes alignés, quelques CRS bourrés agitaient leurs matraques et leurs flingues : « Vous êtes bien placés, restez comme ça ». Alors les alignés sont tombés sur les flics et les ont roués de coups. Pendant une quinzaine de jours, c'était un peu tous les soirs comme cela.

La municipalité « de gauche », comme on l'a dit, ne savait trop que faire. L'année précédente, le maire, membre de la vieille garde du PC avait lancé quelques

violentes diatribes contre les brebis galeuses qu'il faudrait renvoyer, avec leur famille dans leur pays ; contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres communes et notamment, tout près d'ici à Vaulx-en-Velin, ces propos n'avaient pas été suivis d'effets, passages du bulldozer ou tracts de dénonciation. Sans doute l'effet de quelques hésitations au sein du Conseil municipal d'union de la gauche. Plus tard, à sa demande, on avait installé un commissariat sur le quartier. Le résultat n'en avait pas été évident, les locaux en avaient été rapidement saccagés à l'issue de quotidiens rassemblements.

Toujours est-il que l'heure était à la concertation et au dialogue. Une grande réunion fut donc organisée à laquelle étaient conviées toutes les organisations locales et incidemment la population. Par une curieuse coïncidence, le maire était absent ce jour-là, retenu, comme on dit, comme il devait l'être pour la plupart des réunions concernant ce problème. Il était remplacé, pour animer le débat, par un jeune et dynamique adjoint, lui aussi membre du PC, mais, semble-t-il, plutôt de la tendance dans le vent. A la tribune il y avait aussi tout plein de gens bien : conseillers municipaux, communistes, socialistes et même radicaux de gauche, le suppléant du tout nouveau député socialiste (qui avait d'ailleurs évincé à ce poste le maire). Même le commissaire principal de la commune, et le directeur départemental des polices urbaines, tout nouvellement nommé. Dans la salle il y avait, c'est vrai beaucoup de gens, y compris des loubards dont certains faisaient cependant, à mon avis, et en tous cas ce soir là, plus vrais que nature.

On commença par le traditionnel discours du représentant du PC : l'héritage d'une politique réactionnaire, la conséquence du chômage, la nécessité de satisfaire les besoins économiques et sociaux... Il ne s'agit que de quelques bribes saisies au vol au milieu du brouhaha et des va-et-vient incessants ; ce discours était visiblement subit comme un mal nécessaire, qu'il n'était pas utile d'écouter, parce que connu d'avance. Il fut suivi d'un autre, encore plus caricatural, du représentant de la CGT ; là, il était question, en vrac, de la retraite à 55 ans, de la nécessité de la formation professionnelle (nécessité accueillie par des sifflets) et même de la démission des parents (ressifflets). Malgré le brouhaha, les cris de protestations ou de dérision, il continue imperturbable, à lire son papier que plus personne n'écoute. Au milieu des cris, on entend quelqu'un demander violemment qui va payer les dégats causés à sa voiture. On accuse la police de ne rien faire. Le ton change avec l'intervention d'un membre de la CSCV. Il parle de façon très crédible du racisme quotidien des flics, de leurs injures et de leurs crachats, des ratonnades. De jeunes immigrés racontent des scènes de ce genre, qui sont leur lot quotidien, et de leur exclusion des boîtes de nuit. Les flics sont conciliants : ils feront des



enquêtes, il faut porter plainte contre les manifestations de racisme ; dans l'intention, les incendies de voitures ne sont pas différents des feux de camps allumés par les scouts...

Ça fait quand même réfléchir ces chets flics qui sont si humains, si remplis de compréhension et de sens psychologique. Je veux bien croire que les flics de base soient généralement un peu débiles, voire complètement tarés. Mais il y a bien quand même des gens qui leurs donnent des ordres, qui savent quelles « bavures » inévitables en découleront et se tiennent prêts à les ignorer si personne ne dit rien et à s'en désolidariser et à s'en laver les mains, si quelque protestation surgit.

Dans la salle, il y a aussi des commerçants qui ne savent pas trop quoi dire, sinon qu'ils ne sont pas racistes et qu'on n'inculque pas assez aux enfants le sens de la propriété. Il y a l'immigré qui s'en est sorti en devenant prof et propose d'aller tous ensemble ramasser les vieux cartons ; l'ancien chômeur à qui on a brûlé sa voiture paraît, c'est vrai, parler sans haine, il dit qu'en s'accrochant, on peut y arriver, s'en sortir, il ne comprend pas. Il n'est pas le seul... Quelqu'un dans la salle, dit que les jeunes, au lieu de brûler des voitures, devraient faire des manifestations. Il y a aussi des filles, immigrées ou non, qui parlent de l'ennui des ghettos, des défoulements dérisoires et interdits des boîtes de nuit, des ennuis et des humiliations que s'attirent celles d'entre elles qui ne sont pas immigrées à fréquenter ceux-ci.



A la fin de la réunion, il y a de l'agitation dans un coin : un groupe de jeunes accuse un type de les avoir donné aux flics ; il veut se défendre et se justifier publiquement ; des responsables de tout genre, officieux et officiels s'interposent ; dommage, peut-être ; il aurait pu être plus facile de se comprendre à travers une explication sur un fait concret, qu'à partir de généreuses déclarations d'intention.

En somme, il s'agissait de gens honnêtes et de bonne volonté ; on parlait de renouer le dialogue, d'éviter l'enchaînement de la violence. Je ne cherche pas à être ironique. On pouvait seulement se demander si la bonne volonté pouvait suffire à contrôler une situation qui échappait maintenant à la volonté des uns et des autres, une situation dans laquelle ils n'étaient plus que des pions réduits à jouer jusqu'au bout un rôle apparemment absurde, mais qui devait bien quelque part, servir à quelque chose.

Peut-être aussi aurait-on pu dire qu'en vivant autrement, les choses auraient pris un autre sens ; que par exemple, si on travaillait moins et différemment, on jugerait peut-être moins intolérablement un bruit qui, causé par des hommes devrait bien pourtant être moins pénible que celui des machines.

Puis vinrent les vacances ; on parlait moins des Minguettes. La presse s'était fait accuser d'aggraver les choses et mettait donc une sourdine, d'autant qu'il devenait fastidieux de répéter quotidiennement les mêmes choses. Les flics avaient reçus des consignes de modération, et crachaient d'un peu plus loin, ou partaient plus vite.

En septembre, ça a recommencé, en prenant peu à peu une autre tournure. Il semblait qu'on reprenait un scénario quelques temps abandonné au point où il était resté : attaques nocturnes de cars de police ; contrôles de police specta-

culaires et bien entendu inefficaces, si pourtant, ils provoquèrent l'extension des troubles à d'autres quartiers, qui avaient déjà fait parler d'eux (Villeurbanne, Vaulx-en-Velin), puis au Centre de Lyon. Les voitures étaient toujours au centre de cette petite guerre, mais celle-ci avait changé d'aspect. En fait, la situation échappait à tout le monde, y compris aux premiers intéressés, qui faisaient des reconstitutions pour la télé et répétaient ce qu'on attendait d'eux lorsqu'ils étaient interviewés. Ce n'était pas une situation révolutionnaire. Ces loubards ne faisaient que répéter des comportements et des discours stéréotypés. On avait dit qu'ils étaient exclus de la société ; ce n'était peut-être pas vrai ; ils lui étaient peut-être au contraire étroitement liés ne faisant que pousser sa logique à l'extrême. Tout au plus pouvait-on peut-être dire qu'ils cherchaient désespérément à se réapproprier un espace dont, comme tous les pauvres, et peut-être à l'extrême, ils avaient été dépossédés.

Donc chacun jouait son rôle dans le déroulement d'une pièce qui lui échappait : les loubards loubardaient, les flics cognaient, les gens ordinaires avaient la trouille et les élus se concertaient.

Peu à peu, les choses prenaient de l'ampleur. Dans l'agglomération lyonnaise on brûlait en moyenne deux voitures par nuit. Les barrages se multipliaient et devenaient de plus en plus sélectifs et insultants. Dans mon quartier, un jeune voisin passa la nuit au poste parce qu'il rentrait seul à pied chez lui de nuit et avait le teint basané. Les immigrés avaient peur et se taisaient devant les injures, cependant que leurs enfants avaient parfois un étrange sourire.

C'était une banale fin d'été. Les Français moyens commençaient à parler d'auto-défense. Le ministre de l'Intérieur se réunissait avec les maires des communes intéressées. On nommait une commission interministérielle. Le maire de Vaulx-en-Velin, qui radotait un peu, parlait de provocation de l'extrême gauche. Celui de Villeurbanne parlait de provocations de l'extrême droite (ce qui d'ailleurs avait plus de chances de contenir une part de vérité ; à défaut de provocations, on pouvait penser que tout cela rendait bien service aux partisans de l'ordre musclé). Tous se retrouvaient d'accord pour réclamer une plus grande fermeté et parlaient de l'expulsion des délinquants étrangers ; ce qui d'ailleurs était adopté à l'Assemblée Nationale par une majorité de gauche unanime, quelle que fut la honte de certains de ses membres. Comme naguère un autre ministre de l'Intérieur et une autre majorité, comme ailleurs une « dame de fer ». Il devenait évident qu'il ne suffirait pas de réformes pour changer de vie ; les têtes avaient beau changer, elles n'avaient pas, dans leur panoplie d'autres réponses possibles.

Alain

TOUR 14 DE LA DEMOCRATIE

Les Minguettes ne forment pas un tout homogène. Elles sont composées de diverses citées avec quelques différences entre elles. A la Démocratie, comme à Monmousseau, ça va mal ! On ferme des tours. L'exemple de la tour 14 est frappant : depuis plus d'un mois, il n'y a plus d'ascenseur dans cette tour de 17 étages. Pourtant, une vingtaine de familles y vivent encore, n'ayant pas été relogées. En effet, les propositions de l'office des HLM étaient déconcertantes : « allez à Vaulx-en-Velin ou déménagez-vous ! ».

Tout ça parce que la tour 14 devait être vidée, murée, à la fin novembre. Alors les locataires ne veulent pas partir, jugeant les propositions de relogement insuffisantes et, pour les faire décamper, on n'a pas trouvé mieux que de bloquer les ascenseurs et laisser les poubelles pleines. Une gosse handicapée descend cinq étages sur le dos de son père pour aller à l'école, une mère de famille tombe dans les escaliers... Mais c'est sans compter sur l'acharnement des locataires et le soutien de la CSCV (Confédération Syndicale du Cadre de Vie).

Après plusieurs assemblées générales des locataires, quelques délégations (fort mal reçues par Houel, maire communiste de Vénissieux) et des réunions avec l'office des HLM, il a été convenu de revoir les propositions de relogement et de débloquent les ascenseurs.

On est loin des rodéos et du spectaculaire offert par la presse. Mais les Minguettes c'est surtout ça : les vexations de tous les jours, le racisme, l'indifférence... les locataires de la tour 14 ont bien compris que pour vaincre il fallait s'organiser. Ils l'ont fait. Ont-ils gagné ? La suite nous le dira.

« Attention, la gauche aime aussi la marchandise »
(sept. 81, slogan ultra-gauche peint dans un quartier super
marchand de la même ville).

MOOD IN THE PINK

« Ces délinquants qui massacrent tout, voire les maga-
sins » (avril 1981, Francisque (sic) Colomb, maire de
Lyon).

DEPRIME

S'il était encore parmi nous, Marx dirait (on se découvre s'il vous plaît) « Deux spectres entre l'Europe : la Social-Démocratie et la déprime ». Ni l'un ni l'autre ne sont sans importance, ni sans rapport. Les batailles de Londres, les squattérisations de Berlin ou d'Amsterdam, les rodéos de Lyon peuvent être décrits à part, et en détail, ça n'est pas inutile, y compris pour ceux qui sont en plein dedans. Mais ça serait intéressant aussi de se demander ce que ça signifie en bloc. C'est pas facile, et ça risque d'être long. Mais on peut toujours commencer par proposer quelques éléments de réflexion. Pour simplifier, nous les avons présentés en deux questions : D'abord, y a-t-il quelque chose de commun à ces révoltes, et quoi ? Ensuite, comment tout ça pourrait évoluer dans le cadre de la « vague rose » qui est censée « déferler » - doucement tout de même ! - sur l'Europe.

DE BRIXTON A VILLEURBANNE : UNE LUTTE OU DES LUTTES ?

Les bagarres de ces temps derniers ont souvent fait la une des journaux de leurs pays respectifs. Comme dit le slogan « rodéo stars kill vidéo stars ». Au moins pour un moment, c'est toujours ça de pris. Mais le succès du spectacle n'a pas éclairci la question. A première vue il y a de sacrées différences dans le scénario : à Brixton, des Antillais, à Lyon des Algériens, luttent contre les vexations des flics et contre l'ennuie ; à Berlin et Amsterdam, on défend des maisons occupées pour protester contre la spéculation foncière ; à Fribourg ou à Lörrach, la squattérisation tourne à la lutte écolo pour la conservation des vieux centres urbains ; à Zurich, on veut un centre autonome pour les jeunes. Si on regarde de près, on voit pourtant deux points communs :

1) Ce sont partout les mêmes éléments, mais avec des arrangements un peu différents. Prenons Londres : il y a des Antillais mais il y a aussi des squatts, même si la police ne les embête pas trop pour le moment, parce que la municipalité travailliste est dans l'opposition (et aussi ce n'est pas dans le centre ville) ; sur la fin de Brixton, il y avait presque autant de jeunes blancs que de noirs (il est vrai qu'à ça faisait pas des masses de monde de toute manière ; mais il faut compter avec la sympathie pour le mouvement, et les manifs anti-racistes etc. beaucoup plus suivies). Prenons aussi la Suisse, en principe pays riche ; les jeunes des cantons du Sud, très appauvris, se sentent parfois les immigrés de la bourgeoisie de Zürich. Un peu partout en Europe, il y a les jeunes chômeurs, et/ou des étudiants, c'est-à-dire pour ceux-là, de jeunes futurs chômeurs probables. Entre un Antillais de Londres et un étudiant de Zürich il y a des différences, c'est sûr, mais entre ces deux extrêmes, il y a pas mal de monde repoussé sur les marges de la société. Ça fait des grandes marges.

2) Ces manifestations de révolte interviennent toutes dans les pays les plus développés d'Europe, et les plus riches. Cela veut dire des pays où le consensus, comme on dit, est ou a longtemps été bien établi, des pays où le conformisme social des Pleins-de-Soupe a déteint largement sur

les couches intermédiaires, avec comme autre face la peur et la frustration, et la manie d'accumuler des conneries inutiles. Entre la bourgeoisie de Lyon et celle de Berlin, le niveau mis à part il y a comme des ressemblances : on se gave dans les deux cas, et on a une « bonne » conscience de béton, car le bétonnage à mort des villes n'est pas seulement une bonne affaire pour les promoteurs ; c'est autant l'expression de ce que ces braves gens ont dans la tête. Le crayon de la Part Dieu, cette bite bête, c'est bien les dérisoires fantasmes de la bourgeoisie d'affaire de notre belle cité, tout comme les pyramides d'Egypte étaient le despotisme et la peur de mourir des Pharaons (heureusement que les bourgeois de Lyon y lisent pas IRL, sinon, ils se sentiraient plus : les Pharaons... Là j'ai fait fort !).

Mais dans le béton, il n'y a pas seulement des audaces artistico-culturelles des centres urbains, y a les marges, la banlieue. Jours tranquilles à Vaulx-en-Velin. Espaces totalitaires : tout bien fait, coffré, ferraillé, coulé dans la masse. Plus la peine d'y toucher, on peut tout juste écorner un angle, ou faire une peinture. La tôle sans murs et sans barreaux. Pendant ce temps, on rénovera les quartiers du centre, pour les esclaves chics. Les loyers étant ainsi rénovés, les chômeurs resteront dans leurs cages à poules, dernier choix, et dans leurs terrains vagues. Ce ne sont pas des « actifs » puisqu'ils ne travaillent pas. Donc ce sont des « passifs ». On les parque, on les stocke. C'est plus « l'armée de réserve du capital », comme aurait dit le regretté Karl, c'est un cimetière. No future.

A Berlin et à Amsterdam ils réagissent en occupant les centres urbains avant la « rénovation ». A Brixton et à Villeurbanne, ils déchargent directement leur agressivité sur la police chargée de les maintenir là où ils sont.

Donc les « désoccupés » passent à l'action (intelligente ou non, c'est pas le problème pour le moment). Des non-actifs à l'action, c'est monstrueux. La réaction est identique pour le moment. Renforcer la police : donner des balles en caoutchouc et des lacrymos (avec la notice spéciale pour le tir direct) aux flics hollandais, qui connaissent pas ; constituer des « Groupes de Patrouille Spéciaux » en Angleterre, pour donner un modèle et une raison de vivre aux petits jeunots qu'on a engagé en masse parmi les flics de quartier. Filer des tires à l'américaine à ceux de Lyon, avec super-phares, sirène-gadget et tout le bataclan, pour qu'ils se rassurent en se prenant pour Steve Mc Queen. Par flics interposés, Hernu et Collomb sont vraiment les meilleurs, laisse béton, t'as vu comme y sont taillés. Ensuite, frappez vite et fort. A Lyon, on condamne les gars pour vol. Piquer une voiture pour la démolir, c'est donc du vol. Et moi qui croyais que le vol c'était « la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui dans l'intention de se l'approprier » ? (Si vous lisiez autre chose que les petits annonces de Libé, vous sauriez ces choses-là). La soustraction d'accord, mais où est l'esprit de propriété ? La déformation idéologique du « Droit » est claire. On se souvient de cette histoire de trafic de voitures volées, maquillées, revendues, tout ça à grande échelle, antennes à Marseille et ailleurs. Avec quelques indulgences venant de milieux sur lesquels je ne m'étendrai pas (notre journal est très pauvre). Trafic, vous avez dit trafic, mais alors, c'est du commerce, ça change tout. Ce qui est bon pour le fric est bon pour



Thierry Campion/Gamir

les affaires, l'accumulation du capital, le rétablissement des circuits économiques et commerciaux. Et Dieu sait s'il peut en circuler des marchandises sur ces sympathiques réseaux de la vallée du Rhône : les petites dames bien gentilles qui égayent les soirées solitaires des Jet-cadres, et les autres, et ces jolies poudres blanches qui donnent le teint rose et l'œil vif aux jeunes prolétaires un peu pallots des villes. Et le fric, le Fric Roy, on a les Ecuries qu'on peut. Tout ça n'est pas grave, l'argent n'a pas d'odeur, comme disait Vespasien, l'inventeur de la sanisette. Non, les vrais délinquants, les salopards, ce sont ces monstres qui massacrent les magasins. Merci aux juges qui nous l'ont rappelé. J'entends encore les pleurs déchirants des vitrines qui se brisent, ces voyoux n'ont pas de cœur. Francisque et Charles sont bien d'accord là-dessus. Entre un vieux bourgeois lyonnais et un politicien socialiste parachutés dans cette ville, il n'y a pas de désaccord. Le second vient renforcer le premier. C'est la comédie de « l'unanimité de l'opinion publique » exprimée par les notables. En Allemagne, la propagande est à un degré plus grave : les squatts sont « forcément » des copains de la bande à Baader, pas de pitié pour ces gens-là. En Angleterre, les gars de Brixton ont eu de la chance : les travailleurs étaient dans l'opposition, ils ont fermé les yeux sur ce qui les gênait, et cartonné Thatcher sur sa politique de coupure des crédits, ce qui n'était pas faux ; mais s'ils avaient été au pouvoir ?

LA VAGUE ROSE ET LA REORGANISATION DE « L'ARMÉE DE RÉSERVE DU CAPITAL »

Comme tout le monde a fini par le savoir, c'est la Crise. Et on commence même à se douter qu'à condition d'être judicieusement utilisé, elle n'a pas que de mauvais côté pour tout le monde. Ces derniers temps, jamais les riches n'avaient été aussi insolents ; leurs vallets en ont trop fait, et finalement, une frange de gens, éccourés, a fait pencher la balance aux élections. Même des anars qui ont voté, c'est dire. Giscard, c'était vraiment plus possible, de ce côté là, y a pas grand chose à regretter. Voilà donc nos camarades socialistes au pouvoir, et « l'Etat de grâce » : on ne

peut pas tout faire tout de suite. Pas n'importe quel socialiste, pas Tazieff ou Bombard ou des rigolos utopistes, rien que du solide ; Deferre à la Police, Henu à l'Armée, ils ont le bon profil. Ils sont au pouvoir, ils lui appartiennent, ils sont modelés par Lui, et incapables de jamais sortir de cette forme. « L'Armée, c'est un état d'esprit » comme disait Charles, qui s'y connaît puisqu'il est fils de gendarme. Ils recrutent les indispensables « experts » qui étaient déjà là avant, et qui savent comment ça marche. Les vieux routiers d'appareil et les « techniciens » apolitiques à la machine, les profs sententieux à l'idéologie, un peu de normalisation par ci par là, et voilà la tendance étatiste de la petite-bourgeoisie prête à fonctionner.

C'est la force tranquille, celle d'une barre de fer, chauffée aux roses entre le marteau du Capital et l'enclume du Travail. (Ça, c'est de la métaphore prolétarienne). Rappelons aux lecteurs distraits que dans l'association enclume / marteau, le marteau est plus petit, mais c'est généralement lui qui a l'initiative). Entre les deux, la Social-démocratie fait de l'équilibre ; il lui faut arracher quelques sous au Capital, tout de même, et contenir le mécontentement. Recevoir pour donner. Evidemment, les patrons préféreraient faire la charité eux-mêmes, mais alors, tout le monde verrait que c'est de la charité. Avec un Etat Social-démocrate, c'est de l'assistance, mieux, de la solidarité. Faute de modifier la réalité, on falsifie les mots. Et on nationalise un peu, ça fait collectivistes, et ça renforce un peu le pouvoir des fonctionnaires.

On « assiste » donc, et la Social-démocratie annonce qu'elle va combattre le chômage. En fait, il s'agit surtout de réhabiliter le travail, c'est-à-dire l'activité forcée et dirigée. Les revues patronales de ces dernières années se lamentaient sur le peu d'ardeur des jeunes au travail. Giscard faisait mettre des affiches pour « réhabiliter » le travail manuel ; les socialistes français au pouvoir s'orientent apparemment vers une voie plus efficace, déjà essayée ailleurs : la stabilisation, et la justification par la propagande de trois secteurs séparés :

- 1) un secteur « glorifié », fondé sur les noyaux ouvriers traditionnels, où on travaille 40 heures, pardon 39 heures ;
- 2) un secteur maudit, où on bouffe tout de même, mais mal, et où on est prié de se laisser gentiment manipuler par
- 3) un troisième secteur, tertiaire administratif, développé dans ce but, et qui épougerait un certain nombre d'étudiants chômeurs, les plus récupérables. Au besoin on pourra songer, comme en Allemagne, à...
- 4) un secteur bidon, où on travaille entièrement sur du bidon. Enfin on s'occupera sérieusement des loisirs. Chaque secteur doit rester isolé, ce sera le travail des médias : on pourra faire remarquer de temps en temps aux travailleurs productifs que ceux qui ne bossent pas vivent sur leur dos, et sont prêts à leur piquer leur boulot, même si ça n'est pas évident. A ceux du tertiaire-administratif-psy, qu'ils sont au service du projet socialiste, et donc d'accord avec lui, sinon... Pendant ce temps, on oubliera d'autres parasites, plus confortables ceux-là. Apparemment, personne ne songe à réorganiser sérieusement le partage des activités sociales. C'est pourtant pas une idée neuve, même chez les socialistes du XIXème siècle. Mais les profs socialistes ne lisent pas, ils sont trop occupés à apprendre à gouverner.

Cette masse de chomeurs stabilisée, acceptée, encadrée, signifie une chose : on n'achète plus vraiment le travail des prolétaires, on achète leur temps. Jamais le proverbe « le temps, c'est de l'argent » n'a été aussi vrai, à condition de le retourner. Ce n'est pas un hasard, si on a osé créer un ministère du temps libre. Sinistre contradiction : où est le temps libre aujourd'hui dans les grandes villes ? Le temps libre, ils le traitent comme du temps vide qu'ils sont chargés de remplir. Le temps libre, le seul le vrai, c'est du temps autonome, du temps sans ministère. Un gars qui s'appelait Orwell avait fait un bouquin, « 1984 », il prévoyait qu'en 1984, on aurait une société super-flicarde, mais toute mielleuse dans le vocabulaire : les ministères, par exemple, s'appelaient tous d'un nom contraire à leur activité réelle, le Ministère de la Guerre : Ministère de la Paix, etc. Courage, plus que trois ans et c'est bon. Dans le même bouquin d'Orwell, il y avait les travailleurs, et,

dans des cités à part, des réserves, très surveillées par la police, des êtres attardés, infériorisés, les « proles ». Comme les « proles » les jeunes chômeurs d'aujourd'hui doivent végéter, on ne peut pas les laisser commencer à faire quelque chose, ni ballade, ni boulot au noir ; ni s'installer en squattérant et en refaisant eux-mêmes les maisons. Ni faire des rodéos. Les safaris, oui, les rodéos, non. Il faut rester enfermés dans le béton, dans le vide, dans le manque. Comme des morts ; propres et décents. Charles et ses copains refont une France forte en bousillant — c'est dur, des fois, on n'arrive même plus à sortir de la tourelle du char. Ils ont sept ans pour jouer aux chefs. Alors, les chômeurs, foutez leur la paix.

Restons sérieux. Si la « vague rose » est autre chose qu'un bref accident historique pour la France, cela signifie que Brixton, Villeurbanne et Cie ont de l'avenir devant eux. Et que la Social-Démocratie devenue Européenne sera forcée de donner des gages plus fermes pour rassurer le Capital, et pour obtenir son accord à leur politique d'assistance.

Reprenons l'exemple de l'Angleterre. Les travaillistes avaient mis en place et largement développé les circuits d'assistance, un peu trop au goût des patrons ; Thatcher est arrivée, elle n'a pas modifié les structures, elle a serré le robinet ; bientôt peut-être, les travaillistes reviendront au pouvoir. Les gens deviennent à chaque fois un peu plus dépendants et vulnérables.

Aux USA, pré-socialistes à leur manière, on avait même un moment ouvert dans les quartiers noirs des cliniques pour chômeurs : ceux qui étaient trop déprimés et « déculturés » venaient s'y refaire une santé en se faisant mater. On a coupé parce que ça revenait trop cher. On pourra y revenir si nécessaire. A long terme, malgré les oscillations, l'évolution est claire. La soupe populaire pour pas mal de gens.

On peut terminer par deux comparaisons ultra rapides. Avec la politique d'assistance aux pays sous-développés. Les experts les moins cons ont remarqué que plus on les « aidait » par des distributions et des « conseils », plus ils s'enfonçaient. Avec les pays de l'Est, la Pologne, surexploitée, une fois par l'URSS, l'autre fois par sa classe dirigeante très lourde. Là, il n'y a pas de chômage, ce vice capitaliste, tout le monde est censé être au travail. Pas de

problème de réhabilitation. Pour faire pression sur les gens, on les affame directement, par le sabotage organisé de la production et de la répartition. Système sans chômeurs et sans « pauvres » qui servent de repoussoir, la contrainte est obligée d'apparaître massivement.

Enfin la France. La réorganisation du temps « vide » à coup de fric risque de trouver assez vite des limites. On compensera par un bourrage de crâne idéologique, comme celui auquel nous assistons à Lyon, peut-être un peu mieux fait. La social-démocratie définissant une frontière « libérale » au-delà de laquelle elle n'entend pas aller. Tous ceux qui prétendaient aller au-delà, même de peu, se trouvant dénoncés comme de dangereux désespérés qui mettent en péril « l'expérience socialiste ». Des gens qui se croyaient simplement « de gauche », « écolos », et qui voudraient juste le rester se retrouveront rejetés au-delà des limites du « raisonnable » ou prétendu tel. Un raisonnable fondé sur les mêmes bases, et la même peur que la rentabilité Giscardienne.

Mood in the pink, la déprime en rose. Il faudrait pour s'en sortir reprendre un peu plus à fond l'organisation de la société, de son temps et de son espace.

JEAN-DOMINIQUE

Notes :

Bon, vont dire les vrais révolutionnaires, tu t'attendais à quoi ? Que nos papas-gâteaux aillent distribuer des caramelles aux p'tits gars des Hascelleimes ? Là, j'arrête et j'ouvre une parenthèse. Un jour, ça serait chouette si les révos s'ôtaient de la tête que ce qu'ils pensent, eux, est important. Ça se peut parfois, mais ce n'est qu'une petite partie, une toute petite partie de ce que les gens — toute sorte de gens, des bons des méchants — pensent, et pour l'évolution de notre bonne vieille société, c'est cette pensée-là des gens « ordinaires », si vague et si tarte qu'elle puisse paraître aux penseurs, qui a en fin de compte de l'importance. Que trois, ou quatre révos purs et durs « sachent parfaitement » que Francisque, Charles, François et les autres sont des politiciens professionnels, je m'en tape, et en plus c'est pas une découverte. Tout le monde le sait vaguement. Savoir, c'est vraiment un mot qui veut dire n'importe quoi. Entre savoir vaguement, et « savoir c'est pouvoir », il y a les médias. Les médias, c'est comme la sorcellerie : ils peuvent pas vraiment agir sur le matériel, mais ils peuvent créer des brouillards, des illusions, des apparences. Ça a beau être du toc, ça occupe la scène, et c'est déjà pas rien.



UN ART DE VIVRE

Après la victoire du Parti Socialiste aux élections du 10 mais, les militants du Groupe Insoumission semblaient d'accord pour mettre en garde contre des réformes attendues mais qui pourraient n'avoir de libérales que les apparences.

Il est un fait que la défaite de Giscard semblait en mesure de desserrer l'étreinte qui étouffait les milieux militants. Il n'est pas moins vrai que l'aspect « progressiste » dont on revêt les institutions n'a pour effet que de les renforcer ou de les réhabiliter. L'institution militaire, par exemple, est sujette à des modifications, non pas sur le fond, mais sur la manière dont elle est présentée.

Dorénavant, l'armée française ne sera plus à la botte d'une classe dirigeante mais au service du peuple et de la nation qui en sort regrandie ! en poussant la logique plus loin, on en arrive inévitablement à une revalorisation de la conscription.

Cela pose de nouveau le problème de la crédibilité du choix de l'insoumission totale en tant que lutte, aux yeux de l'opinion publique. Plus particulièrement, car nous ne cherchons pas forcément à être crédibles, nous devons rétablir certaines complicités ou « alliances » qui nous font défaut depuis maintenant puisque nous les trouvons essentiellement chez des gens dits « de gauche traditionnelle ».

Bien sûr, les motivations ou les refus viscéraux qui m'ont poussé à un tel choix, demeurent vrais. Mais il me semblait nécessaire de tenir une réflexion d'ordre stratégique. Paradoxalement, c'est le moment que choisit le Groupe Insoumission pour disparaître.

Mais la défaite de Giscard a laissé intacts nos problèmes là où nous les avions laissés...

Après plusieurs années de bagarres continues, il est évident que ma conception de l'insoumission totale a évolué. J'espère qu'il en va de même pour tous les autres membres du Groupe. Si, individuellement nous avons pu affiner notre analyse, c'est dans notre incapacité à mettre en commun nos démarches, nos évolutions que nous avons buté. J'engarde l'image lamentable d'un Groupe qui s'abandonnait à des luttes de tendances. Il fallait vraiment que nous soyons imbus de nous mêmes pour nous offrir de tels privilèges. Il est également fa-

cheux que nous ayons trop souvent confondus radicalisme et sectarisme. Nous n'avons fait que nous enfermer au moment où nous avions le plus besoin d'un support extérieur et critique.

Je crois qu'il faut admettre à certains moments, qu'il est préférable de se séparer plutôt que de perpétuer des conditions dans lesquelles nous serions incapables de nous débattre.

Personnellement, ma conception de l'insoumission s'est considérablement individualisée, ce qui n'a rien à voir avec le désabusement. Dans un sens, je ne me sens plus comme un élément dynamique et susceptible de faire évoluer une collectivité. Si l'information que je continue de distribuer, interpelle des individus, alors je dis tant mieux.

Une chose est sûre, je n'ai plus envie de forcer les événements.

Je me trouve bien dans cette démarche si dérisoire soit-elle, dans la mesure où elle me laisse libre de mes mouvements et que je n'ai pas l'impression de m'y épuiser mais plutôt de m'y enrichir aux hasards des rencontres.

De toute façon, l'image que je me fais de l'insoumission reste intact. Elle est une expression radicale et irrécupérable. C'est un choix qu'à mon avis, ne laisse pas de place à une possible compromission avec l'institution militaire. Je persiste à croire en ce qui me concerne, que l'insoumission totale doit être posée de manière très négative, sous forme de refus global. Nous n'avons pas à nous transformer en bons « démagos » qui file-raient des recettes de cuisines aux gens qui vous demandent : « Vous voulez tout détruire, mais que voulez vous mettre à la place ? » (soit dit en passant, entre Reagan et Haig, merci Brejnev!).

Que ce soit bien clair : nous ne sommes pas là pour offrir des solutions toutes faites ! La seule attitude qui me paraît claire consiste, à fournir des tremplins de réflexions à partir desquelles les gens devront se déterminer seuls en l'absence de téléguidage. Cela ne fait peut-être pas très sérieux, mais de toute manière, ai-je envie de l'être ?

Pour finir, je crois que l'insoumission est aussi une manière de vivre, et non pas seulement le moyen d'atteindre un but. Je le dis surtout à l'attention des gens qui ne comprennent pas que l'on puisse se battre pour rien ou par plaisir.

Zein- Eddine



Le dimanche 25 octobre, (tiés) de Paris et de Lyon, in-
lence. Un insoumis a le temp-
a pu recueillir les réactions des

IRL : Tout d'abord qu'est-ce que le CIA

CIA : C'est un groupe d'insoumis dont le délit d'insoumission a été amnistié par Mitterrand, qui ont reçu un nouvel ordre de route et qui continuent de s'insoumettre à leurs obligations militaires. Ce groupe est formé d'anciens membres du journal « Avis de Recherche » et d'autres individus qui essayent de regrouper afin de faire connaître leurs positions. Malheureusement, toutes les tentatives au niveau du dialogue et de la concertation ayant échoué il ne nous reste pour l'instant plus d'autres recours que l'action. Et cela peut se traduire aussi bien par des actions « spectaculaires » (du style de l'intervention au congrès du PS) que par l'organisation d'un concert rock pour les insoumis.

IRL : Que s'est-il passé exactement ce dimanche ?

CIA : Le congrès du P S à Valence nous présentait pour nous une bonne opportunité d'action spectaculaire. En effet, lors de la clôture du congrès, un bon nombre de ministres était présent. En plus, tous les médias étaient là pour couvrir l'évènement. Il suffisait d'intervenir au bon moment pour avoir une portée nationale. La bonne aubaine quoi !



VALENCE : 25 / 10 / 81

CIA CONTRE PS

un groupe d'une vingtaine de membres du CIA (Collectif Insoumis Amnistierviennent pendant le discours de clôture de Jospin, au congrès du PS à Valence de lancer un fumigène de détresse près de la tribune. IRL était présent et intervenants.

Le samedi, des gens de Paris étaient descendus à Lyon. Un repérage avait eu lieu l'après-midi à Valence et, le soir, lors de la réunion de préparation, il fut décidé du type de l'intervention et du partage des rôles. Rendez-vous fut pris le dimanche matin devant l'entrée du congrès.

Nous sommes arrivés séparément sur les lieux et nous avons distribué des tracts. L'ambiance, bon enfant, permettait d'endormir le service d'ordre du PS qui venait de se défouler avec les jeunes giscardiens.

A 11 heures 20, l'un d'entre nous a donné le signal de foncer, à l'aide d'une sirène portative qui avait pour rôle de désorienter le SO. Tout le groupe, une vingtaine de personnes environ, s'est engouffré dans l'enceinte du congrès, débordant le SO paniqué. On criait « amnistie pour les insoumis » en faisant du slalom entre les voitures officielles garées dans le parking, coursés par un SO qui s'était ressaisi et essayait de se regrouper, eux qui avaient été affolés par la soudaineté de l'action. Pendant qu'on jouait aux « gendarmes et voleurs », certains en profitaient pour bomber les limousines officielles.

Un de nos camarades a pu s'intro-

duire dans la salle même du congrès, près de la tribune, au niveau des délégations étrangères (pur hasard, il va sans dire !), profitant de la confusion créée par la diversion du dehors. Il a pu lancer son engin fumigène, qui n'était d'ailleurs qu'un modeste fumigène de détresse utilisé dans la marine et qui avait été choisi pour son côté symbolique et particulièrement inoffensif ! Certains témoins ont pu voir les gardes du corps des représentants de l'OLP dégainner leur révolver, le délégué soviétique passer sous la table et Hernu tomber sur son cul (et oui !). Une deuxième fumigène éclatait dans une salle annexe où se tenait une réunion entre une délégation d'immigrés sans papiers et des représentants du PS. Nous précisons que ces gens-là n'étaient nullement visés par cette action, ainsi que les délégations étrangères. Mais dans ces cas-là, on ne choisit pas spécialement le lieu où va éclater notre fumigène !

Le copain a été maîtrisé sans trop de violence par le SO, grâce à l'intervention de dirigeants nationaux du PS.

Pendant ce temps, les congressistes se sont mis à entonner l'Internationale afin certainement, d'exorciser leur peurpanique. Mais on peut se demander ce

qu'ils ont bien pu faire du couplet de l'Internationale où l'on promet à nos généraux autres choses que les décorations que leur épingle Hernu ! ?

Jospin en a aussi profité pour critiquer cette action, la taxant d'« anti-progressiste », comme si mettre des antimilitaristes en taule était bien « progressiste » !

IRL : Que s'est-il passé ensuite ?

CIA : Dehors, nous avons pu nous regrouper vers une seconde porte d'accès au congrès en gueulant des slogans. Quelques uns ont tenté de s'introduire dans la salle, mais le SO s'était déjà regroupé et en empêchait l'accès. Un copain s'est fait tabasser à terre et on a bien cru qu'on allait tous y passer : le SO, visiblement vexé de s'être laissé berné de la sorte, voulait nous foutre sur la gueule. C'était sans compter sur l'intervention du grand Zorro en la personne d'un responsable du service de sécurité rapprochée, qui s'est interposé entre les deux groupes ! Il nous a reconduit « sagement » mais fermement à la porte, seule possibilité qui nous restait. On est donc sortis, debouts, indemnes, vainqueurs, en gueulant quelques derniers slogans.

Un de nos camarades est resté à l'intérieur de l'enceinte « protégée », avec le responsable du SO, pour voir si tout le monde était bien sorti. Il ne restait en fait que le « lanceur de pétard » qui était gardé dans un bureau ; le chef du SO promis de le libérer sans le refiler aux flics. Mais, quelques minutes après, suite à un ordre venu d'en haut, les flics l'embarquaient au commissariat de Valence.

Du commissariat, il est passé à la gendarmerie. L'intervention quasi immédiate des avocats de Paris a permis de démontrer l'efficacité de l'organisation des insoumis. A 19 heures il a été déféré au Parquet et relâché vers 20 heures. On a retenu contre lui une seule inculpation (« violation de domicile »!!!), alors que la gendarmerie proposait cinq chefs d'inculpation (« corruption de fonctionnaires », « blessures légères »...). La gendarmerie n'a vraiment pas peur du ridicule !

Entre temps, les copains qui faisaient le pied de grue devant la gendarmerie, ont été interpellés, photographiés, fichés (avec prise d'empreinte). Les autres copains qui s'étaient regroupés hors de l'enceinte du congrès, après l'action, ont été filés constamment par une 4L banalisée des RG de Lyon. Certains d'entre nous sont restés devant la porte pour attendre la sortie des congressistes et de la presse, afin de discuter avec eux pour expliquer notre action.



D'une manière générale, les congressistes comprenaient l'action et la colère des insoumis bien qu'ils avouaient avoir eu peur sur le coup, croyant à un attentat à la bombe ! Le secrétaire d'Etat à la Défense, bien dans la ligne de son ministre Hernu, mélangea objecteur-insoumis et insoumis totaux, disant que le 22 octobre, le ministre avait décidé de ne plus poursuivre les objecteurs-insoumis jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi sur l'Objection de Conscience ! Hernu, pour continuer dans le ridicule, a déclaré à la presse qu'il « aurait mieux fait de le laisser au trou », en parlant du dangereux insoumis fauteur de troubles ! Ce qu'il n'a pas l'air de savoir, ce brave ministre, c'est que les insoumis qui avaient participé à cette action ne sortaient pas du tout de taule, trop heureux de faire la nique depuis plusieurs années, pour certains, à la grande Muette ! Et quand à parler du méchant Villeurbannais lanceur de bombes, libéré depuis deux jours, il s'agissait uniquement d'un Parisien insoumis depuis 5 ans et plusieurs fois déserteur ! Comme quoi on peut bien être ministre de la Défense et pratiquer allègrement le mensonge, la magouille et la confusion. On peut d'ailleurs lui conseiller de mieux travailler ses dossiers au lieu d'aller dans des cocktails avec des galonnés. De plus, l'amalgame entre Giscardiens et insoumis était un peu gros ! Mais une certaine presse (L'Humanité et France-Soir, entre autres !) s'est empressée de faire siennes les déclarations d'un ministre un peu trop mal renseigné !

IRL : Comment s'est comporté le SO du PS pendant cette intervention ?

CIA : Au début, il a été débordé (bruits de sirènes, cris, slogans, tracts jetés en l'air...) par des gens, qui, juste avant discutaient bonassement avec eux ! Quand ils se sont ressaisis, il était déjà trop tard, nous étions tous dedans. Sur le parking, un copain s'étant fait bra-

quer par un type avec un flingue, a crié « déconne pas ! On n'est pas armés ! ». D'autres copains se sont fait bastonner « légèrement » par des manches de pioches, vite rentrés et cachés par leurs détenteurs. Visiblement le SO était vexé de s'être ainsi laisser berner par 20 « pacifistes » qui avaient tous et toutes consigne de ne pas chercher la provocation violente. Le SO s'est d'ailleurs fait taper sur les doigts, par les flics qui les « félicitaient » de leur travail de filtration à l'entrée et par les pontes du PS qui s'inquiétaient du résultat qu'il aurait pu y avoir si le fumigène inoffensif avait été une bombe ! De plus, le PS avait conseillé aux délégations étrangères de laisser leurs « quinquaieries » au vestiaire, le SO du PS étant suffisamment responsable pour assurer leur sécurité !

L'intervention rapide, ferme, efficace et surtout politique du responsable du SO a permis de contenir les ardeurs vengeresses des gros bras du PS qui voulaient se rattraper un peu, touchés dans leur amour propre, humiliés !

Et maintenant, qu'allez-vous faire ?

CIA : Valence a été une action très positive qui a braqué les médias sur la situation des insoumis amnistiés. De plus, ça s'est passé sans trop de casse, une seule inculpation ridicule et 5 interpellations après coup : le soir, tout le monde s'est retrouvé à Lyon pour sabler le champagne !

Mais les insoumis amnistiés n'en restent pas là. Nous sommes déterminés et d'autres actions feront parler de nous jusqu'à la concrétisation de nos objectifs.

Rendez-vous mardi 10 novembre, à la Mutualité (Paris) pour le ROCK DES INSOUMIS.

A PROPOS

Pierre Vidal-Naquet « Les Juifs, la mémoire et le présent » Maspéro, 1981, 296 p.

Les deux auteurs se connaissent et ont publié deux ouvrages qui se complètent, sans pour autant épuiser le sujet.

Chez Rodinson, j'ai apprécié la démonstration que les terres qu'Israël occupe actuellement n'étaient nullement toutes un désert (p 161), que l'aspect socialiste des Kibbutzim ne peut faire croire que tout le pays est progressiste, que toute la politique des sionistes (les Juifs partisans du retour en Palestine) était raciste envers les arabes tout en prônant un État multireligieux (p 193). Rodinson souligne aussi que plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens préfèrent vivre à New-York, Londres, etc..., ce qui montre les limites du sionisme (p 72).

Rodinson démontre aussi — en très peu de pages — le racisme arabe qui tout en protestant contre le colonialisme occidental (avec raison) et parfois contre celui de l'URSS, se tait quant à l'exploitation des Noirs et des Kurdes (p 353). Je ne vois donc pas sur quelle réalité peut reposer un dialogue Palestiniens-Israéliens que Rodinson semble proposer.

L'aspect qui me semble important est la similitude entre la solidarité que le nationalisme implique entre gens de même origine et la même attitude dans un groupe politique : « Comme ici toute critique du sionisme, là toute critique du communisme est assimilée aux idées et aux démarches du nazisme. » (p 64) On retrouve cette mentalité, parfois, chez les anarchistes : il ne fallait pas en 1936-37 critiquer la CNT au gouvernement pour ne pas faire le jeu des adversaires. « Un des phantasmes majeurs de ce type de pensée est celui de l'unité de direction contre l'ennemi. Un centre maléfique dirige tous les coups contre les représentants du Bien. A un front uni doit s'opposer un front non moins monolithique. » (p 65).

Vidal-Naquet reprend cette idée en citant A. Laroui « Le bourgeois juif américain, l'intellectuel juif de Paris résolvent leur contradiction interne en la reportant sur Israël comme le prolétaire communiste, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système capitaliste, résoud cette dualité en soutenant l'Union Soviétique. » (p 13).

Vidal-Naquet démontre également la manipulation de faits historiques à propos de Masada (symbole de la résistance juive à l'étranger) ; l'opposition connue entre Juifs se considérant comme français et Juifs réfugiés et étrangers au XIXe et XXe siècles. Là aussi si Vidal-Naquet veut le dialogue Palestinien-Israéliens.

DES JUIFS

Maxime Rodinson « Peuple juif ou problème juif ? » Maspéro, 1981, 262 p.

Enfin, on a une étude longue sur Faurisson qui me semble démontrer clairement les talents de faussaires de Faurisson et ses penchants pro-nazi évidents. Le problème surgit lorsque Vidal-Naquet utilise la bonne méthode totalitaire de l'amalgame pour réfuter un point d'histoire soviétique (p 217, sur Rittersporn) et tomber dans l'hystérie à propos de Chomsky (dont IRL a donné la position dans le n° 39). Il me semble qu'il y a deux problèmes à poser : les caractéristiques nationales et une position anarchistes face aux hystériques nationalistes. Bakounine croyait à des psychologies particulières (les latins et les slaves face aux Allemands) et dans sa critique du marxisme, il englobait les Juifs (voir « Marx/Bakounine Socialisme autoritaire ou libertaire » éd. 10/18, tome I). Du reste, son ami Élisée Reclus se réjouissait des pogroms en Russie car c'était une « guerre sociale de classes » (cité par Nettlau dans « Eliseo Reclus, la vida de un sabio justo y rebelde » Barcelone, 1929, tome II, p 88). Kropotkine, en 1916, qui prenait partie pour les Alliés contre les Allemands pouvait se fonder sur Bakounine.

En fait, n'en déplaisent aux camarades anarchistes espagnols (dont beaucoup croient que l'anarchisme ferait partie des chromosomes ibériques), ce sont les conditions socio-économiques qui déterminent les conflits révolutionnaires. Ainsi les prolétaires juifs russes des années 1903-1905 n'hésitaient pas à poignarder un capitaliste juif dans une synagogue lors du Yom Kippour ou à écrire dans des tracts en yiddish « Vive la terreur contre la société bourgeoise ! Vive la commune anarchiste ! » (Avrich « Les anarchistes russes » p 55-57).

On sait que le mouvement anarchiste juif de langue yiddish a été très important en Pologne et en Russie, et par le jeu des émigrations : en Grande Bretagne, aux États-Unis et en Argentine. Il est cependant à peu près sûr que bien des camarades anarchistes — à cause de la barrière des langues et des positions de Bakounine et des préjugés — ont eu des attitudes parfaitement anti-sémites, comme celle du secrétaire national de la CNT pendant la guerre d'Espagne : « Il faut préciser que nous ne pouvons faire des concessions ni œuvrer pour déroger le vieil édit qui détermine l'expulsion des Juifs d'Espagne (1492) et ouvrir les portes à tous les Juifs qui voudront venir s'établir ici. Ce n'est pas possible, parce que ce serait, à n'en pas douter, une des décisions les plus antirévolutionnaires que

Panaï Istrati « Vers l'autre flamme » Paris, 10/18, 1980 347 p.

Il s'agit d'un reportage passionnant sur un séjour en URSS d'octobre 1927 à janvier 1929 d'un écrivain d'abord pro-soviétique — et qui jouit donc de facilités pour voyager où il veut — et qui finit par devenir farouchement ennemi des erreurs multiples du régime. Istrati est servi par deux autres avantages : être Roumain et d'origine grèque, et donc de parler ces deux langues, ce qui lui permet des contacts avec les nombreux soviétiques parlant ces deux langues.

Le livre fourmille d'observations toujours valables : les queues devant les magasins, dont certaines commencent à trois heures du matin (p 132) — ce qui était encore vrai à Cuba dans les années 70 — ; l'utilisation des scandales publics pour faire croire à la probité du régime (p 144) ; l'arrivisme des intellectuels, au demeurant fort médiocres (p 110) ; la vie courante des travailleurs : « peu de travail et mal rétribué, chômage, privations, persécutions, d'un côté ; favoritisme, triage sur le volet, débauche, sinécures, détournements de fonds moucharage, politiccailleterie, de l'autre. » (p 121) ; toute chose parfaitement banale à Cuba, au Vietnam, en Chine, en URSS, et que « Solidarnosc » tente de limiter en Polo-

gne.

Une autre partie du livre consiste en textes montrant la campagne de dénigrement de la gauche française contre Panaï, campagne qui continua en Roumanie et jusqu'à la mort dans son pays d'Istrati.

Il est dommage qu'il n'y ait aucune tentative d'analyse de cette campagne qui fut la même contre Gide en 1937, puis Soljénitsine en 1972 et plus tard (et avant il y eut Krivitsky, Martchenko, etc...). Si on peut dire que la gauche française semble avoir viré de bord (Daix, B.H. Levy, Glucksman, Lefort, Castoriadis), vis-à-vis du mirage soviétique, il semble qu'elle « conforte » la douce illusion de la spécificité française, entre les USA et l'URSS ; en méprisant l'exploitation des ex-colonies et le trafic d'armes, le racisme ambiant...

En ce sens, cette ré-édition d'Istrati est remarquable parce qu'intemporelle, et venant en quelque sorte renforcer l'illusion de ce qu'en France on finit par tout savoir. Il est aussi inquiétant que le message d'Istrati « Vers une autre flamme », vers une nouvelle révolution, soit tout bonnement passé sous silence.

M. Z.



nous pourrions adopter. » (Mintz « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » p 202).

La position anarchiste vis-à-vis des Juifs et du nationalisme apparaît clairement dans le mouvement de Makhno : les exploités sont tués ou expropriés qu'ils soient russes, ukrainiens ou juifs, ceux qui prônent la haine raciale sont fusillés — même s'ils sont makhnovistes (Archi-

noff, Ed. Bélibaste).

Dans « Antisémitisme et sionisme », motion pour le congrès anarchiste de 1900 à Paris présentée par le groupe des Étudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris », après une analyse fouillée des couches sociales anti-sémites, il est dit : « Nous ne som-

Suite page 22

YAMINA

« Hé! tu fais exprès d'pas m'reconnaître? »

19h30, rue Saint-Denis, la nuit tombe.

J'ai continué croyant à une nouvelle façon de racoler.
Et puis je suis revenu sur mes pas.

« Je m'excuse: je crois pas qu'on se connaisse... »

— Si.

— Non, vraiment.

— Yamina de la Porte d'Orléans.

— Oh! Merde. Mais... mais qu'est-ce que tu fous là?

— Hé! Tu vois.

— C'est pas vrai!

— ...

— Écoute, si t'as besoin de quelque chose, si tu veux t'tirer, tu sais où m'joindre.

— Ouais, ouais. »

Je me suis éloigné tout con.

J'ai rejoint mes copains anars réunis pour parler d'IRL
mais le cœur n'y était pas.

C'était noué dans mes tripes J'ai tenté d'expliquer:
parler parfois soulage. Que dalle.

Les heures ont passé. J'étais assommé, hébété,
J'en ai chialé, je crois... Je n'sais plus... En tout cas,
j'ai pas dormi l'herche cette nuit-là, hanté par ton image
de pute caricaturale, méconnaissable.

Qu'est-il arrivé à la petite écolière belle et spontanée
que je croisais presque quotidiennement l'an passé?
Celle qui avait participé à la création du premier groupe
femmes dans l'émigration. Celle qui à Barcelone avait mani-
festé avec la CNT, courant, rampant sous les tirs des
balles en caoutchouc. Toi que je connaissais encore trop
peu mais que j'aimais fort, comment as-tu atterri sur ce
trottoir?

On n'exerce pas rue Saint-Denis en indépendante. Y a un
mec qui t'a collé là. Mais comment t-y maintient-il?
La drogue? Le chantage? Les coups?

Je voulais te poser ces questions, je suis revenu plu-
sieurs fois, même heure, même lieu. Sans succès. Et
puis, un dimanche soir on s'est revus. On s'est fait la
bise. Tu t'marrais. T'avais l'air contente de m'voir.

On s'est filé un rencart pour le surlendemain à 15 heures,
au Bouquet à Alésia.

J'étais en avance. Je t'ai attendue deux heures, trois
heures, mais t'es pas v'nue.

Alors je suis retourné rue Saint-Denis, en moyenne une
fois par semaine, durant des mois. Personne. Ca va faire deux
ans que je t'ai aperçue pour la dernière fois. Je n'ai
plus d'espoir, pourtant je repasse souvent et te cherche
en vain.

Y a aucune chance que tu lises ces lignes. Y a pas de miracle,
la vie c'est pas du cinoche. Et merde, tiens.

R.P.



L'homme dans la pomme
Bave et il dit qu'il pleut
L'homme dans la pomme
A des tripes mécaniques
L'homme dans la pomme
Il crache sur les étoiles
L'homme dans la pomme
A trois petits yeux rouges
L'homme dans la pomme
Ridicule et sublime
L'homme dans la pomme
Joue d'effets chromatiques
L'homme dans la pomme
A des pensées galbées
L'homme dans la pomme
Conscience automatique
L'homme dans la pomme
A oublié le soleil.

Qu'est-ce-que c'est, le soleil?

VOILIER 22/9/81 La Batie des fonts

LYON

*Cité interdite
Mausolée des pleurs
Sobre et opulente
Rose et policée
Que tes murs lépreux
Taisent le secret
De l'obscénité
De leurs fondations*

*On voit sous ton fard
La paleur des joues
Et sous tes atours
La graisse et les nerfs
D'une pute sans
Joie ni foi ni peine
Simple émanation / Du bitume ambiant
Cité interdite
Mausolée des pleurs
Sobre et opulente
Rose et policée
Que tes murs lépreux
Taisent le secret
De l'obscénité
De leurs fondations*

VOILIER

D-DAY

*Les C.R.S. qui chargeaient
Comme dans une pièce de
Théâtre japonais...*

*Brandissant d'énormes
Figures géométriques
A trois dimensions,
Aux couleurs vives et lascives
(Bleu électrique ou rose de strass),
leurs assaillants
Bondissaient jusqu'au ciel
Et déversaient
Dans les poches de
L'ordre
Leur obole de pavés.*

*Soyons fous, soyons cruels,
Déchirons-les de l'impitoyable
Œil noir
Du P.38 (Et que les claques résonnent !!)
Et que leur sang fumant
Aille porter au soleil
La terrifiante nouvelle
De notre avènement
Et de l'irréremédiable déchéanche
Des jouets du pouvoir.*

VOILIER 23/8/81 Londres

PETIT DICO DE L'ENNEMI INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI—E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant

Voici comment commençait, pour le numéro d'été 76 d'IRL, la rubrique LE PETIT DICO DE L'ENNEMI INTERIEUR. Pendant presque un an (IRL n° 11, 12, 13, 14, 15, disponibles en nous écrivant), les différents groupements, associations, sociétés qui composaient l'extrême droite à Lyon et dans la région, furent décortiqués soigneusement. Toutes ces informations étaient, bien sûr, soigneusement vérifiées, classées, répertoriées, triées, recoupées par des articles de la presse officielle : aucune invention de notre part, juste un travail de synthèse, de recouplement de l'information. Puis, nous avons laissé tomber quelques années. En avril 1981 (IRL 39) nous avons décidé de reprendre la publication du Petit Dico et de publier des articles de fond, plus documentés, plus riches et plus précis sur ces officines louches et leurs ramifications. Nous avons donc commencé par l'ACEL (Association des Chefs d'Entreprises Libres) qui justifiait à elle seule plusieurs articles. Ce mois-ci, nous vous livrons la suite de cette enquête : c'est passionnant, un vrai polar, avec toutes ses intrigues, ses ramifications. Et bien sur, tout est rigoureusement exact !

ACEL ... suite ... (1ère partie IRL n° 39 mai 81) DE L'ÉCONOMIE SPIRITUALISTE ...



L'ACEL se définit comme un « véritable parti économique » dont l'action tout azimut lui permet tout à la fois de remplir « sa mission d'éducation et d'information économiques » ; de représenter ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de « leur assurer tous les services que ceux-ci peuvent attendre d'elle », comme par exemple de dénoncer les injustices fiscales qui frappent les entreprises, les empiètements de la bureaucratie, les méfaits de la taxe professionnelle, etc...

Les deux dernières fonctions de l'ACEL nous intéressent très peu dans la mesure où il ne s'agit que d'un rôle de syndicat professionnel. C'est ainsi que les chefs d'entreprises « libres » sont représentés au CNPF depuis 1946 et dans différentes structures de défense des intérêts de petits patrons comme le Comité national des classes moyennes qui regroupe, entre autre organismes, la CGC (devenue en mai 81 la Confédération française de l'encadrement), l'Union des femmes patrons, l'Union des professions libérales, la Fédération française de l'agriculture, etc...

Il apparaît très clairement que la particularité de l'ACEL réside dans sa « mission » d'éducation et d'information économiques. Il s'agit en effet d'un aspect doctrinal, idéologique qui distingue nettement l'ACEL d'autres organismes patronaux régionaux. (Il existe cependant de nombreuses relations entre ces syndicats patronaux, comme par exemple un siège social commun avant 1975 au 26 place Tolozan. Par ailleurs, en 1976, le président du GIL, Groupement Interprofessionnel Lyonnais, Paul Dominjon était également membre de l'ACEL).

Cette « mission » est assurée par un nombre relativement réduit de patrons en relation avec différents organismes sur le plan local, national et même international.

« La mission d'information »

Dès 1945, l'ACEL créait son propre organe d'information : l'INFORMATEUR. Un homme, René Berger-Perrin, en assurera la direction pratiquement depuis l'origine. Ex-secrétaire général de l'ACEP, puis délégué général, il écrit dans différentes revues périodiques, quotidiens régionaux où le patronat local est très influent comme le Journal Rhônes-Alpes, Métropole, l'Activité économique (périodique de la Chambre de commerce du Rhône), Entreprise Rhônes-Alpes, etc... (1)

Docteur en droit, journaliste économique, auteur de divers livres ou brochures (comme par exemple « La vitalité libérale »), René Berger-Perrin est un des idéologues du « libéralisme véritable », le libéralisme spiritualiste « qui conjugue la recherche du profit avec la pratique de la fraternité et du désintéressement ».

Autre doctrinaire de l'ACEL : Raoul Audoin qui se définit lui-même comme « patriote non chauviniste, chrétien sans sectarisme et un partisan de l'économie de marché sur le plan national et international ». La multiplicité de ses relations font de Raoul Audoin la « cheville patronale » d'un réseau de diffusion d'idées pour lutter contre les propagandes subversives et il représente la dimension internationale de l'ACEL, en tant que membre de son conseil d'administration. Citons pour mémoire quelques unes de ses responsabilités : Président du Centre Libéral Spiritualiste Français ; Directeur

de l'organisation DIES (Données Internationales Économiques et Sociales) ; membre de la Société du Mont-Pélerin et de l'Association pour l'Économie sociale de marché ; membre du conseil d'administration de l'Association pour la liberté économique et le progrès social, ALEPS, etc...

En mars 1978, l'Informateur faisait de la pub pour un nouvel hebdomadaire : Famille Chrétienne. Quelques mois plus tard, en juillet 78, l'Informateur reproduisait des articles de vulgarisation économique tirés de Famille Chrétienne et dont l'auteur était... Raoul Audoin ! avec la collaboration d'un « nouvel économiste », Jacques Garello. Par ailleurs, Raoul Audoin diffuse la bonne pensée libérale lors de conférences ; par son « Manuel de philosophie sociale » constitué d'un certain nombre de fascicules intitulés « Hygiène des libertés » ; ou encore en assurant la traduction en français (Éd. du dernier livre de Friedrich A. Hayek « champion de l'École autrichienne », prix Nobel d'économie, président-fondateur de la Société du Mont-Pélerin à la quelle appartient également un autre prix nobel d'économie Milton Friedman le « champion de l'école de Chicago »... l'inspirateur des mesures économiques anti-sociales du Chili de Pinochet.

Quelques uns des principaux administrateurs de l'ACEL, sont également responsables de groupements ayant pour vocation la défense du libéralisme véritable comme l'Union nationale des professions libérales (Président régional : François Hoppenot, assureur) ; l'Association France-Finlande (Président : Jean Sagnimorte, assureur-conseil, responsable de l'organisation, à Lyon en mai 1980, de la 5ème conférence internationale des Associations pour l'économie de marché et de la libre entreprise) ; la Fondation Européenne pour l'économie (Fred Aftalion : « nouvel économiste », directeur de la Collection Libre échange éditée par les PUF) ; la Société du Mont-Pélerin (Raoul Audoin, Fred Aftalion, René Berger-Perrin, Jean Sagnimorte) ; l'Association pour la liberté et le progrès social (Pierre de Calan, Raoul Audoin) ; etc...

Pour diffuser sa bonne parole au-delà des tribunes de l'Informateur, l'ACEL entretient des relations privilégiées avec un certain nombre de représentants de la presse qui ne couvrent pas le Monde et encore moins l'Humanité, mais tout au plus ceux de l'Aurore. Ce que préfère ces petits, moyens et gros patrons « libres », c'est une presse dirigée par leur semblables telle le Journal Rhône-Alpes, l'Agriculteur du Sud-Est, le Nouveau journal, etc... sans oublier les publications du groupe de presse de Raymond Bourguin (Valeurs actuelles, Spectacles du Monde...).

« La mission d'éducation »

Cette mission d'éducation et de formation économique s'effectue surtout dans le cadre des Journées d'études de l'entreprise libre, lors de sessions diverses, de stages, de diners-débats, des « Mardis du chef d'entreprise », etc...

Pour l'organisation de ces multiples actions de formations, l'ACEL dispose de quelques organismes relais qui, seuls ou en relations entre eux, proposent aux chefs d'entreprises et à leur cadres le B.A. BA de la lutte contre la subversion dans les entreprises, ateliers, bureaux, échopes, boui-boui, etc...

(Il ne faut pas perdre de vue que, depuis 1970, le 1 % légal minimum versé par les entreprises pour la formation permanente, entretient environ 12 000 organismes spécialisés et que les patrons ont tout intérêt à subventionner des « formateurs » amis...).

Sur la place de Lyon, l'ACEL est en relation avec plusieurs Instituts de formation qui lui sont plus ou moins liés comme l'IDES, l'IPRES, l'IFIS, etc...

L'IDES, Institut d'enseignement supérieur et d'enseignement spécialisé, créé en juin 1970 à Lyon, est quasiment une filiale de l'ACEL. Dès sa création l'IDES a reçu le soutien du Président de l'ACEL, Lucien Daffos et son premier président, Maître Paul Brun notaire à Lyon est membre de l'ACEL et ancien président du Cercle Chalres Pégué en 1963. (Actuel-

lement, maître Paul Brun est président de la Chambre des professions libérales du Rhône). Par ailleurs, l'IDES compte parmi ses responsables des dirigeants de l'ACEL comme par exemple Michel Chapas, Jean Philippe Delsol, etc...

Son directeur actuel est Yannick Bonnet, directeurs d'une part de l'École supérieure de chimie à Lyon et d'autre part des relations sociales des groupes Delalande. Citons parmi ses principaux animateurs ou intervenants : Hubert Landier ; Jean Claude Caizlat responsable d'un bureau d'études et formation ; Jacques Dupoyer ; Michel Gariazzo conseil juridique en droit social ; Yves Tillard chargé de cours de psycho-sociologie à l'université Lyon III ; etc...

L'IDES organise régulièrement une session : « Les mardis du chef d'entreprise » qui offre des réponses aux préoccupations des chefs d'entreprises et cadres « libres » sur le mouvement syndical, les empiètements de l'État, de la Bureaucratie, etc...

L'ACEL confie également à l'IDES la préparation et l'animation de la plupart de ses Journées d'études qui ont pour objectifs de défendre l'entreprise « menacée par la politique », « menacée par la crise économique » et « atteinte d'un mal de civilisation ». Pour l'un des coordinateurs des Journées d'études de 1977, Jean Philippe Delsol, le diagnostic est précis : « Les syndicats révolutionnaires font déjà régner dans l'entreprise la dictature qu'ils voudraient ériger en système de gouvernement... les sections syndicales d'entreprises, nées à Matignon de la grande peur de mai 1968, permettent aux idéologues d'exercer leur hégémonie sur l'esprit des travailleurs ».

Ces journées d'études proposent donc aux chefs d'entreprises et cadres « libres » des conférences sur les « Objectifs politiques des syndicats », « La subversion dans l'entreprise » (cette conférence est animée par le professeur de psychologie à la faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nice, Roger Mucchieli, auteur de nombreux ouvrages de psycho-sociologie dont l'un sur « La subversion » ré-édité par la maison d'édition C.L.C., filiale de l'Office...), « le rôle de la hiérarchie dans la direction, la prévention et la résolution des tensions », etc...

Les méthodes de luttes anti-subversives à appliquer sont très précises : renforcer la hiérarchie naturelle, mettre en place un dispositif de détection des conflits, analyser le contenu de toutes les productions syndicales, surveiller les filières d'entrées, etc...

Deux autres organismes de formation lyonnais participent à cette lutte anti-subversive financée par l'ACEL, l'IPRES, Institut pour la promotion des responsables de l'IFIS, Institut pour la promotion des responsables et l'IFIS, Institut français d'ingénierie sociale.

Le premier est une filiale d'un mouvement de jeunesse local, le Centre St Exupéry dont le Président, Michel Richelmy est membre de l'ACEL et formateur à l'Union française des centres de vacances. Quant au second, l'IFIS, bien que n'ayant pas la même adresse que l'IDES, il dispose du même numéro de téléphone... L'IFIS s'intéresse plus particulièrement au créneau de la formation d'animateurs socio-culturels et a pour principal dirigeant J. Heliot.

Rappelons également les relations entre l'ACEL et le mouvement ETHIC (Entreprise de taille humaine) concrétisées par la création d'une antenne ETHIC/Rhône-Alpes dans les locaux de l'ACEL ; par la mise en place d'un Bureau d'études législatives (voir IRL n° 39) et par l'organisation d'un colloque à Lyon sur « Des hommes plus responsables pour des entreprises plus humaines » au cours duquel Yannick Bonnet (directeur de l'IDES) incita les chefs d'entreprises libres à devenir des « philosophes en action... qui doivent approfondir leur connaissance de l'homme pour aider ceux qu'ils dirigent à devenir des adultes (sic !) retrouvant le sens de la responsabilité, de la valeur et du courage ».

Sur le plan national, l'ACEL est en relation avec quelques organismes de formation comme l'IST, Institut supérieur du travail ; le CEE, Centre d'études des entreprises. En novem-

bre 1980, les Journées d'études de l'ACEL s'intéressaient, une fois de plus aux « problèmes syndicaux » avec comme principaux thèmes de réflexion : la politique à l'entreprise et les syndicats devant la justice. Les animateurs de ces Journées sont paraît-il « deux meilleurs spécialistes des problèmes syndicaux » (vite des noms !). Il s'agit d'Hubert Landier, docteur en sciences économiques, DES en sciences politiques, écrivain, directeur d'études à l'IST et de Claude Harmel, rédacteur en chef du bulletin d'information anti-communiste Est et Ouest, directeur de l'IST.

Cet institut supérieur du travail a été créé en janvier 1972 avec le seul but de dispenser une formation sur les problèmes sociaux et le fait syndical... il possède une des meilleures bibliothèques française en matière de sciences sociales, 20 000 ouvrages sur des thèmes sociaux et politiques, plus de 300 journaux et revues du monde entier reçus régulièrement, toute la presse des partis et organisations à préoccupations sociales... « D'après l'IDES, « l'IST jouit de la confiance de plusieurs organisations syndicales représentatives de salariés et de cadres »... (Nous nous intéressons un peu plus loin dans cet article à ces organisations syndicales représentatives...).

Le CEE, Centre d'études des entreprises, participe de longue date à la « mission d'information d'éducation » de l'ACEL. Créé dans les années soixantes (1964), « il se fixe pour objectifs d'aider les responsables à établir, développer et maintenir les facteurs clefs de la paix sociale dans leurs entreprises et à *en étendre la pratique à leur environnement* » (Souligné par nous). Un des derniers dîners-débat de l'ACEL sur le thème « Pour une véritable innovation » avait pour conférencier Jean-Louis Guillaume, membre du CNPF, président de l'Union des organisations patronales de l'Ile de France. Dans sa présentation du débat, Yvan Perret rappela en quelques mots d'une part le combat pour la libre entreprise mené par Jean-Louis Guillaume « en fonction d'impératifs moraux et de considérations spiritualistes qui lui confèrent une justification et une noblesse incomparable » et d'autre part qu'il présida et anima « ce cercle de doctrine et d'action

que constitue le valeureux Centre d'études des entreprises de Versailles ». Ivan Perret se souvenait de l'intervention de Jean-Louis Guillaume en 1968 devant un parterre d'industriels lyonnais à qui il apportait son soutien et la bonne parole. Il était accompagné d'un certain « M. Penfentenyo ». Plus d'une dizaine d'années après 1968, Jean-Louis Guillaume parlant de véritable innovation ne fait qu'une lamentable répétition des thèses théocrates de l'ex-Cité catholique devenue en 1964, l'Office International des Œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit naturel et chrétien, et dont le directeur est Michel Penfentenyo, ex-secrétaire général de la Cité Catholique et cofondateur du CEE...

Pour Roger Berger-Perrin, « Le CEE, bien connu (sic), effectue un travail considérable de formation et d'éducation patronales et civiques, dans l'optique de la pensée catholique traditionnelle ». De nombreux extraits de CEE-Info (bulletin du CEE) sont reproduits dans l'Informateur, comme cette maxime citée en première page : « Il ne faut jamais oublier qu'on ne combat pas des forces idéologiques sans un minimum d'idées et d'animation spirituelle »... Intervenants du CEE : Yannick Bonnet, Yves Tillars...

Nous évoquons ci-dessus la « confiance dont jouissait l'IST auprès de plusieurs organisations syndicales représentatives de salariés et de cadres... » et il ne s'agit pas de n'importe quels syndicats ! Pour l'entrepreneur « libre », l'ouvrier organisé, syndiqué est le véritable ennemi de l'intérieur sauf s'il participe à des syndicats « libres » comme l'ex-Union des Salariés de France, l'ex-Union des travailleurs indépendants, l'ex-Union des paysans de France, etc...

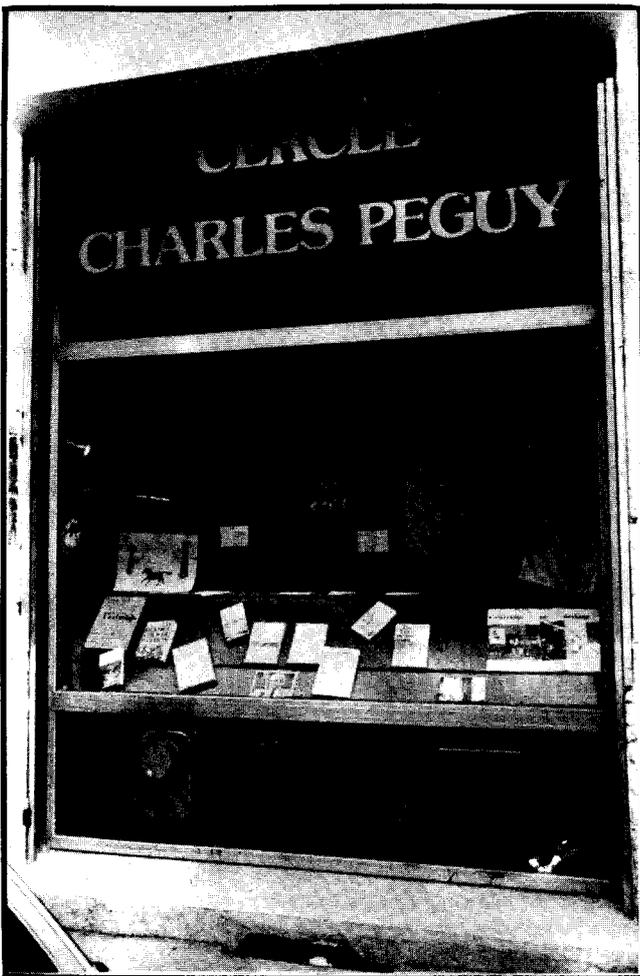
Ces différentes Unions constituèrent en 1958 un Conseil national des métiers très lié à l'organisation pro-Algérie française : Mouvement populaire du 13 mai.

Depuis 1962, Louis Mauger, président de l'ex-Union des salariés de France écrit dans l'Informateur. Il fut en novembre 1967, l'un des fondateurs, puis dirigeant de la CFT, Confédération Française du Travail, officine de cadres d'extrême-droite. Depuis 1968, la CFT passe régulièrement ses communiqués dans l'Informateur et dans la revue de presse des chefs d'entreprises libres, le périodique « Vie et Travail » est souvent cité.

En septembre 1976, un journaliste de l'Informateur était présent à la conférence de presse du secrétaire général de la CFT, Auguste Blanc.

Depuis la CFT s'est transformée en GSL: Groupement des Syndicats Libres, pour qui les petits patrons ont toujours de la sympathie... (elle est cependant plus discrète). Autre organisation « représentative » : le CDLP, Comité de Défense des Libertés Professionnelles, créé en 1963 par Raymond Le Bourre, ami de longue date de l'ACEL et de l'ex-Cité catholique. Ex-secrétaire confédéral de la CGT-FO (1952-1959), membre de l'Union des Intellectuels indépendants, ex-rédacteur de l'hebdomadaire royaliste « La Nation Française », ex-secrétaire général de l'Alliance républicaine de Tixier-Vignancourt en 1967, membre du comité de patronage de l'Alliance anticollectiviste Universelle, etc... Raymond Le Bourre est l'auteur d'un livre sur le syndicalisme français dans la Vème république.

La répression des activités syndicales « subversives » et la protection des chefs d'entreprises « libres », c'est pour l'ACEL une politique de relations tous azimuts avec les Renseignements généraux, des syndicats d'encadrement et des sociétés de surveillance. Parmi celles-ci, la Rodac SA « renseignements et enquêtes diverses » n'a pas le monopole de la protection des petits patrons. L'Agence Lyonnaise de Sécurité, ALS, est également sur les rangs, tant pour passer de la publicité dans l'Informateur que pour assurer la protection rapprochée des entrepreneurs « libres » et de leurs familles en croisières pour fêter le 30ème anniversaire de l'ACEL. La présence du sénateur Joseph Voyant, de l'éditeur Raymond Bourguine et autres huiles, justifiait sans doute la présence de l'agent de sécurité Henri Gomila ! Devenu quelques années plus tard, en 1977, un des responsables de l'ALS, il indiquait que les agents de sécurité avaient



reçu « une formation stricte et complète, tant dans le domaine technique — connaître tous les trucs de dissimulation — que dans le domaine humain — être capable d'utiliser à son avantage le rapport de force psychologique... » Ce ne sont pas l'IDES, l'IPRES, l'IST et autres instituts de formation psycho-socio-catho-nationale qui vont s'en plaindre, et encore moins l'ACEL qui s'est toujours préoccupée de la formation des jeunes cadres, la future élite industrielle. Dès 1965, il est question des relations Industrie-Université, lors des cours d'initiation à l'économie politique professés par René Berger-Perrin (alors délégué général de l'ACEL) au Cercle Charles Péguy. Nous retrouverons, dans les années 1970, plusieurs jeunes cadres BC-BG (bon chic - bon genre) du cercle Péguy à des postes de direction de l'ACEL. A cette époque, la sympathie des chefs d'entreprises libres pour la FNEF, Fédération Nationale des Étudiants de France, est manifeste et un certain nombre de ses responsables lyonnais, comme Jean Simon Aubert, Bruno Alençon, Bernard de Valence, etc... participeront aux AG de l'ACEL. En 1967, Bruno Berger-Perrin (fils de René) animait un Cercle des étudiants libéraux proche du Cercle Charles Péguy. Aujourd'hui, l'ACEL par son pseudopode en milieu universitaire (le cercle péguy) est proche de l'UNI et du CELU. (Nous y reviendrons dans un prochain article).

Pour conclure provisoirement ce chapitre sur la « mission d'information et d'éducation économique » de l'ACEL, évoquons brièvement la carrière d'un des formateurs des Journées d'études d'octobre 1977, animateur du carrefour sur « Les objectifs politiques des syndicats » : Maître Jacques Tremolet de Villers. Avocat du Barreau de Paris, membre du Comité directeur du CNIP, ex-député de Lozère, membre de l'Union des Intellectuels Indépendants, un des

dirigeants du Comité Tixier-Vignancourt lors des élections présidentielles de 1965 puis de l'Alliance républicaine pour le progrès et les libertés, membre actif du réseau de l'ex-Cité Catholique (assistait à son Xème congrès en juillet 1960) actuellement l'adjoint de Jean Ousset (fondateur de l'ex-Cité Catholique et maître à penser de l'Office...) à Marseille pour animer un groupe « socialiste » et la revue Convention socialiste, avec la participation du professeur Jacques Garello (« nouvel économiste », titulaire d'une chaire à l'université d'Aix-en-Provence, dirigeant du CNIP régional, vice-président de l'ALEPS, collaborateur du quotidien économique et financier « Le nouveau journal », Jacques Garello passe « pour être un des « mille » de l'Office... »). Maître Jacques Tremolet de Villers est également dirigeant de l'Association des juristes pour le respect de la vie, membre du comité directeur du CEPEC, Centre d'études politiques et civiques et il participe à l'équipe de rédaction, du Bulletin SICLER, Secrétariat d'Information des Collectivités Locales et Régionales, qui s'adresse aux conseillers municipaux » pour susciter des réseaux de responsables de collectivités locales » et « travailler à établir le consensus communal conforme et d'action civique au service des élus. Citons : « Maison des jeunes et de la culture, foyers de la révolution culturelle », « Information sur l'action gauchiste », « Les élus locaux face à la législation sur l'avortement », etc...

Le SICLER est une des multiples organisations créées par l'Office...

à suivre . . .



RÉPRESSION EN YOUGOSLAVIE

A PROPOS DES JUIFS (suite)

Si la structure fondamentale yougoslave est le partie communiste, il faut bien souligner la différence qui existe, pour la répression, avec les pays de l'Est dominés par l'URSS. Ainsi en 1964 un Yougoslave, émigré politique, avait obtenu son passeport pour aller chez lui, sans être inquiété et il répondait à la question de « l'arbitraire de la police, la terreur » :

« Cela semble avoir disparu, ou du moins être très limité. Les gens discutent, même avec les étrangers, presque librement. Avant, c'était impossible (...). J'ai vu un homme dans la rue se battre avec un flic, il a bien sûr été embarqué au commissariat et tabassé, mais le lendemain, il était libéré, tandis qu'autrefois, ça aurait pris des semaines ou des mois. » (« Noir et Rouge », n° 28, p 31).

Cette description paraîtrait aujourd'hui « paradisiaque » en URSS.

Quant au phénomène de la dissidence religieuse et philosophique, il est très réduit. Comme il y a aussi une grande liberté sexuelle, l'homosexualité ne subit plus le sort des voisins de l'Est.

Il y a eu, en 1963, des personnes qui se sont présentées à titre individuel à des élections politiques. Sur intervention du gouvernement, ils ont été condamnés. Même si en 1964, on constate des votes hostiles à des décisions gouvernementales de la part des députés, il y a eu un tour de vis brutal : l'autogestion de la sphère politique est interdite.

Le monopole du Parti — ou Ligue communiste — est intact dans l'essentiel, et l'autogestion dans l'économie ressemble à une participation « des travailleurs à la bonne marche des entreprises (capitalistes) à l'Ouest.

La grève, qui est relativement courante — y compris dans les entreprises autogérées — est acceptée depuis les années 1963-64, à condition de se limiter à des revendications purement économiques. Comme dans d'autres pays fournisseurs de main d'œuvre — ex-colonies comme le Maroc ou capitalistes comme l'Espagne —, l'émigration a servi entre 1960 et 1974 (date de fermeture des frontières des pays de la CEE à de nouveaux émigrants) et jusqu'à maintenant, de soupape de sécurité pour le chômage intérieur.

On sait, pourtant (Iztok n° 2, le Monde Libéraire octobre 1980) que l'anarchisme est présenté dans certaines revues et hebdomadaires. La Yougoslavie serait-elle une démocratie à l'Occidentale ?

Ce serait plutôt comme en Allemagne de l'Ouest et en Espagne, car la répression existe sur trois plans distincts :

— Les comptes à régler avec le passé, les « Oustachi » croates — ex-groupe de droite financé par les nazis —, maintenant soutenu par la CIA, qui continuent à tenter de faire des attentats ; Milovan Djilas, symbole du renégat, et certains

partisans supposés de l'URSS, et le communisme en soi.

— La surveillance du nationalisme qui peut faire capoter l'unité du pays. Dernièrement les Croates ont manifesté. Et au printemps de cette année — et jusqu'à maintenant — les Albanais de Kossovo. Il est difficile de démêler ce qui est lutte ponctuelle contre des abus et l'accusation de sédition nationaliste de la part du Pouvoir.

— Les intellectuels : si l'introduction du libéralisme et des lois du marché concordent presque avec l'apparition de la revue « Praxis », critique et sans tendance uniforme (1964-65), cela n'a nullement empêché l'interdiction de « Praxis » en 1975, et l'interdiction très courante de journaux étudiants. En 1980-81, on remarque de nombreuses accusations de membres du Parti contre les intellectuels en s'appuyant sur un article du code pénal sur la « propagande hostile » ; de leur côté les intellectuels demandent l'abrogation de cette clause.

On n'a cependant pas de brimades aussi systématiques que dans les pays de l'Est où les intellectuels perdent leur situation et deviennent tractoristes ou manœuvres, quand ils ne sont pas chômeurs. Il n'y a pas non plus les interdictions professionnelles, comme en RFA. Mais la libre expression des idées politique est muselée ou doit se faire par bribes dans des revues très officielles. Ainsi la traduction de « L'Anarchisme » de Daniel Guérin, programmée en 1968, est sortie à l'automne 1980.

La consultation des rapports d'« Amnesty International » depuis 1975 indique qu'il y a environ 172 prisonniers politique actuellement, et que l'UDBA — la police secrète — est active dans l'émigration pour surveiller les émigrés économiques et politiques, y compris pour les enlever (1975 en Roumanie, 1977 en Italie).

Tous ces éléments expliquent la brutalité que peut le cas échéant, adopter la répression (au Kossovo en ce moment), tout en donnant l'apparence de la tranquillité.

Des camarades
d'« Iztok » et d'« Autogestions »
mai-juin 1981

Iztok : 26, rue Piat 75020 Paris
Autogestions : 54, bd Raspail 75006
Paris n° 6 « les habits neufs du Président
TITO »

mes pas sionistes parce que l'émigration Juifs diminuerait la masse prolétarienne active (...). Mais, quand même Sion serait une colonie communiste-anarchiste, nous ne la favoriserons pas. Nous pensons, en effet, et nous avons toujours pensé, qu'il est absolument impossible de faire vivre un essai de communisme, si la révolution intégrale n'a pas mis à bas l'ordre capitaliste tout entier (...). En résumé, le sionisme capitaliste n'est pas souhaitable ; une tentative de sionisme communiste serait un échec. »

Plus concrètement, les anarchistes naviguent entre deux positions sur le nationalisme. La première le refuse en insistant sur la constitution d'un nouvel État auquel aspire tout nationalisme et son caractère raciste : « J'insiste une fois de plus sur le fait que si Hitler n'avait pas persécuté les Juifs polonais, il aurait eu à ses côtés 90 % des Juifs allemands. » (Emma Goldman, 10-2-1939, cité par Peirats dans « Emma Goldman anarchiste de ambos mundos » Campo Abierto, p 293). On peut ajouter que la fameuse solidarité juive a fonctionné curieusement pendant la seconde guerre mondiale, Boris Yelenski cite dans son livre sur l'histoire de « Black Cross » de nombreux anarchistes auxquels les organisations juives religieuses refusèrent des visas pour les États-Unis, et qui moururent en camp de concentration.

La deuxième attitude illustrée par les anarchistes espagnols actuellement dans le Pays Basque. Si le groupe Askatasuna semble réduit à quelques unités après ses positions pro-électorales et pro-partis politiques basques (Herri Batasuna), par contre la CNT d'Euzkadé (tendance de Valence, ou moins dogmatique) constituée en mai 1981 affirme : « L'acceptation du fait national ne consiste pas à ajouter de nouvelles frontières, elle reconnaît un fait objectif et naturel, qui n'est en aucun cas en opposition avec le besoin d'internationalisme des travailleurs et des exploités (...) nous révolutionnaires, nous devons être contre le gouvernement basque, qui représente directement la classe des exploités. » (« CNT » n° 5).

Cette dernière position est la plus difficile. Dans une certaine mesure, c'est celle que Rodinson et Vidal-Naquet tentent d'avoir : être dans la mêlée et s'opposer aux uns et aux autres parce que la disparition de l'exploitation passe nécessairement par l'élimination — violente ou non — des fanatiques du nationalisme, de l'autoritarisme, etc.

Martin Zemliak



I.R.L., journal d'expressions libertaires - 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

Directeur de publication :

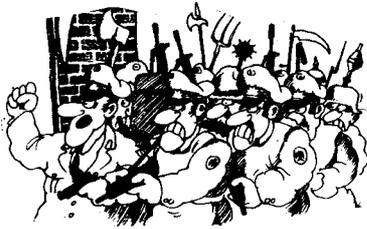
Alain Thevenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par les :

Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau, 69001 Lyon.

NOTEZ : le numéro en haut à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro se finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que vous arrivez à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.



RAFFLE CHEZ LES PEDOPHILES

Cent quarante personnes interpellées en une journée, sur toute la France. On reparle des ballets bleus, de réseaux de prostitution d'enfants... Les gros titres sur les journaux vont ressurgir ; l'indignation vertueuse va fleurir.

Dans ce qu'on sait actuellement, il n'est pas possible de faire la part de l'aspect marchand de cette affaire. Ce qui est certain c'est que l'amalgame va commencer à aller bon train. Au-delà de l'aspect peut-être crapuleux de cette affaire, on va crier à nouveau haro sur le pédophile. Au cours des perquisitions, les flics ont « constaté » d'autres « attentats à la pudeur ». On va donc à nouveau tout mélanger.

Que, parmi d'autres, des flics et des curés soient « compromis » dans cette affaire, ne nous incite même pas à nous réjouir. Indépendamment de l'opinion qu'on peut avoir de la pédophilie ou de la sexualité infantine, cette raffle, dans la forme, a d'étranges relets. Parfois des gens sont à priori suspects d'être des voleurs ou des criminels, parce qu'ils ont la peau hâlée et les cheveux frisés. D'autres sont à priori suspects d'être des exploiters de petits garçons à cause de leurs choix sexuels. La procédure est la même. Dans les deux cas, il s'agit de ratonnades.

ALAIN

Quelques jours après la fermeture (momentannée) du restaurant autogéré «Aux Tables Rabatues», un ou plusieurs «anarchistes» ont enrichi sa façade de quelques slogans («POUBELLE AUTOGESTIONNAIRE' C'EST BON QUAND CA S'ARRETE», «ET UNE FOURCHETTE DE COMMUNICATION», etc...voir photo).

Ce barbouillage est d'une rare pertinence critique. Il était temps que cette place forte du Capital et du Réformisme rampants réunis soit dénoncée à la vigilance des masses. Nous, anarchistes d'IRL, crions bien fort à nos héroïques frères de lutte: vous avez raison de barbouiller.

A BAS LES TABLES, VIVE LA REVOLUTION, VIVE LA BRASSERIE GEORGES !
Néo-Skté-Kong

Les banlieues descendent à Lyon

A l'appel de Zaâma d'Banlieue (voir IRL 40), 200 jeunes français et immigrés ont manifesté dans le centre de Lyon, samedi 31 octobre, pour protester contre le jugement de démeance (5 ans avec sursis) envers le gardien d'immeuble qui tua, il y a plus d'un an, le jeune Kader, alors que des peines de 15 mois de prison ferme étaient infligés au même moment à des immigrés qui avaient volé et brûlé des voitures. La manifestation, détournée par un cordon de flics qui « protégèrent » la Préfecture, s'est rendue devant le hall du Progrès ; ce journal, réputé pour ses sympathies PS, avait refusé de passer le communiqué d'appel à la manifestation. Après quelques interventions, la décision fut prise d'occuper le siège du journal. Vers 19 heures, une délégation composée de jeunes de toutes les banlieues de Lyon, fut reçue par un responsable du PROGRES.

Pour la première fois à Lyon, des jeunes immigrés ont procuré qu'ils pouvaient organiser seuls une manifestation, intervenir, seuls, dans une délégation, sans être accompagné par les « grands frères » CFDT, CGT, et autres groupes qui ont bien souvent pris l'habitude de parler et d'agir à leur place.





C'est la force tranquille, celle d'une barre de fer chauffée
au rose entre le marteau du Capital et l'enclume du Travail!